



le peuple breton

7f

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 229 - JANVIER 1983



SPORT:

NEDELEC PARLE

SAHARA: LES CAMPS

QUAND CITROEN EMBAUCHE

CONSEIL CULTUREL DE BRETAGNE: L'AFFAIRE

M 2331 - 229 - 7,00F



peintre
en
lettres

48, rue du Dourjacq
29200 BREST
Tél. : 02.61.41

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO



2, str. ar Roue Gralon
KEMPER

*Embannadurioù ha levrioù breizheg
Pladennoù hag artizelezh keltiek
Gweltes ar Fur
Tél. 95.42.82*

interlude

38, rue Yves-Collet, BREST
Tél. 44.36.89

*Le spécialiste fournitures Beaux-Arts
et activités manuelles*

RADIO - TELEVISION

J. ALLAIN

21, rue de la Corderie
22 - SAINT-BRIEUC

Dépositaire
PHILIPS - SCHNEIDER



IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICHRONIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

ACCLAIM 6 CV



PRIX D'AOUT EN DECEMBRE.

C'est le moment de faire une bonne affaire. Les Acclaim HL et HLS (modèles 83) sont toujours aux prix du 8/8/82. Profitez-en.

Triumph Acclaim 6 CV, traction avant, 5 vitesses, 5 places, deux versions 1300 HL et 1300 HLS super équipées : compte-tours, essuie-glace deux vitesses et balayage intermittent, commande d'ouverture intérieure du coffre, dégivrage de la lunette arrière, phares réglables de l'intérieur, sièges inclinables à l'avant, moquette épaisse sur le plancher, antenne radio, deux rétroviseurs extérieurs, montre à quartz, coffret pour la monnaie, etc. Le modèle HLS est encore mieux équipé.

Leurs consommations : 5,8 L à 90 km/h, 8,3 L à 120 km/h et 8,6 L en parcours urbain pour 100 km (normes UTAC)... et elles consomment de l'essence ordinaire.

Acclaim 1300 HL 43.850 F. Acclaim 1300 HLS 47.290 F. Modèles 83.
Prix clés en main au 8/8/82. Financement Leyland Crédit/Leyland Leasing



Pense **Castrol**

SÉBASTOPOL AUTOMOBILE

56, rue Sébastopol et 231, rue J.-Jaurès - BREST

Téléphone : 44.70.48 - 44.19.79 et 80.17.59

KEMPER AUTOMOBILE

13, Av. de la Libération

Tél. : 90.18.49 - QUIMPER

PEINTURE
MOQUETTES
PAPIERS PEINTS
TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT
D'INTERIEURS

iroise-décor

B. LEPROHON/31, RUE INKERMANN/29200 BREST
TEL. 02.00.33

EDITIONS



CHATEAULIN

La Bretagne, ses sites, ses traditions, ses légendes, son âme, ses racines
racontée par les meilleurs auteurs bretons.

Plus de 150 titres publiés

Catalogue général sur demande

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

DOUBLE VOEU

Deux souhaits (un vœu à deux têtes, en quelque sorte) que nous adressons à nos lecteurs. D'abord évidemment de traverser sans trop de grains l'année 1983. Ensuite d'effectuer le parcours en compagnie du « Peuple Breton ». Nous ne pouvons pas encourager les abonné(e)s à souscrire un abonnement chaque mois (vu la rareté de l'opération). Par contre nous pouvons leur demander d'abonner leurs connaissances. Tout comme nous n'hésitons pas à conseiller à ceux qui achètent le « P.B. » au numéro, de s'abonner : ça leur reviendra moins cher, et à nous aussi. En tout état de cause, (re) bonne année, et bonne route... ou bon vent !

1^{re} liste:

A. Servat, Cholet	20,00
C. Gogry, 95 Montmorency	20,00
B. Derovat, Paris	30,00
M. Guillou, 27 Cougnes	20,00
J. Begot, Brest	30,00
G. Resières, Paris	30,00
D. Huguet, 76 Sotteville les Rouen	20,00
M. Caprani, 92 Bourg la Reine	20,00
M. N. Le Hénaff, 60 Nogent/Oise	30,00
A. Maurice, La Forest-Fouesnant	30,00
C. Le Nouen, Ste-Anne d'Auray	30,00
J.P. Cesson, 78 Marly le Roy	30,00
M. Keromnès, Brest	30,00
M. Lantredou, 73 La Ravairé	30,00
J. Le Naour, Gourin	20,00
P. Fèvre, Savenay	20,00
A. Kervern, Brest	30,00
R. Blochet, 62 Bethune	30,00
R. Abiven, 92 Garches	20,00
D. Chenevière, Lorient	100,00
R. Maclou-Durand, Paris	20,00
L. Loussouarn, Savenay	50,00
P. Gargam, Locmiquélic	30,00
J.-Y. Trividic, Rumengol	30,00
R. Le Guellec, St-Brieuc	30,00
Y. Fievet, 95 Gonesse	30,00
M. Guéguen, Brieuc	20,00
P. Gallais, 86 St-Julien l'Ars	20,00
E. Le Clairche, Treffléan	20,00
H. Guillerm, Orvault	20,00
J.-Y. Baugé, Parigné	20,00
P. Cousin, Quimper	30,00
T. Sternis, 73 Albens	30,00
P. Grall, Montreuil	20,00
D. Douremel, Strasbourg	30,00
A. Chafer, Grande Bretagne	10,00
M.M., Pontivy	30,00
C. Cornec, Edern	30,00
J. Rolland, 78 Sartrouville	50,00
A. Jégo, 78 Buc	30,00
G. Pouchain, 78 Maisons Laiffite	30,00
E. J., Châteaulin	20,00
E. Calvez, Laz	20,00
C.M. Braud, 60 Estrées St-Denis	20,00
M. Cesset, St-Sébastien-sur-Loire	20,00
R. Courrot, St-Brolade	30,00
M. Jégouzo, Nantes	30,00
J. Bédard, 95 Arnouville-les Gonesse	30,00
H. Grall, Brest	20,00
Y. Bordieuc, Perros-Guirec	20,00
J. Quéréllon, Morlaix	30,00
Y. Jardin, Douarnenez	30,00
S. Debladis, Coueron la Chabossière	20,00
A. Lucas, Brest	30,00
M. Coatmen, Rouen	30,00
J.L. Vral, 76 St-Martin Boscherville	20,00
M. David, Rennes	80,00

1620,00

Photo de couverture : au 1^{er} plan, Podeur (Lesneven), Kerbrat et Abiven (A.C. Milizac), lors du circuit du Diouris en 80.

SOMMAIRE

Edito :

Les raisons de se battre 4

Politique :

Des candidats tout nus ? 9
Une réunion à Paris 11
Conseil culturel : deux commentaires, deux interviews 6
Forum de l'unité à Nantes 11

Social :

Citroën et ses interimaies 12

Agriculture :

Plein la vue 13

Economie :

Dubigeon/Nantes 13

Humeur :

La zone 5

Langue bretonne :

Skol an Emsav à Quimper - Quand le Breton est mal vu 10

Société :

Pour un autocollant

International :

Reportage en Sahara : 2ème volet 14
Nicaragua : une table ronde 18
Elections en Euskadi-Sud 19
Irlande : à l'ordre du jour 20

Sport :

Une interview de Michel Nédélec .. 21

Un jour avec :

Yvon Le Men 24

Culture :

Théâtre en gallo - Cinéma - Prix nobel 27 - 28

Rétro :

Dans le P.B en 1982 29

Rubriques :

Chiche ! 5
P.B. Service 30



Skol an Emsav de nouveau sur le terrain, histoire d'accélérer la rebretonnisation des noms de lieux. S.A.E. qui, à l'instar des principales associations culturelles bretonnantes, n'est plus représentée au Conseil Culturel. Lire interviews et commentaires pages 6 à 9.

« LE PEUPLE BRETON » - Mensuel - B.P. 304, 29273 Brest Cédex, Tél. : (98) 46.18.24 (Répondeur après 19 h.). - Rédaction : Pierre Gallais - Directeur de la Publication : Jean Guéguénat.

ABONNEMENTS - Ordinaire : 70 F - De soutien : à partir de 90 F - Etranger : 85 F - Etranger (par avion) : 105 F - C.C.P. : 2365-76 Rennes.

CHANGEMENTS D'ADRESSE - Pour tout changement d'adresse, nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal, et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

PUBLICATION - Publication inscrite à la C.P.P.A.P., N° 41 387 - Photocomposition Atelier Le Dœuff, Lorient - Imprimerie de l'Iroise, Brest - Dépôt légal : 1^{er} trimestre.

Le Pichon
BRULERIE DU LEON
88, rue Jean-Jaurès - BREST - Tél. 44.34.96
NOS SPECIALITES DE CAFES FINS

TOUTES PELLICULES
SHAMPOOING
LAVANDIN-NIAOULI
J.F. KERVERN
2 fois par semaine

Edito

Les raisons de se battre

Marginaliser les courants progressistes c'est, à long terme, faire le jeu de la droite...



DÉBUT décembre, les prud'homales. Début mars, les municipales. Nous voici, en ce mois de janvier, à mi-chemin entre deux élections qui, sans être de même nature, font quand même appel en grande partie aux mêmes citoyens et sanctionnent aussi en grande partie la même politique. A ces titres, les leçons à tirer de la première doivent donc servir à aborder au mieux la seconde.

Il est évidemment hasardeux de tirer des conclusions directement politiques d'un scrutin professionnel. Il serait même dangereux de faire des parallèles trop stricts du genre CGT = PC ou CGC = RPR mais il serait encore plus risqué de ne voir dans les élections prud'homales qu'un événement à portée limitée. Les orientations des syndicats, leurs choix préalables, leurs attitudes publiques avant le scrutin font que les pourcentages d'arrivée et les variations par rapport aux résultats de 1979 reflètent des tendances profondes de la population et renseignent sur son état d'esprit. Les partis politiques, surtout ceux de gauche, doivent donc en tenir compte car ce qui a été aussi jugé le 8 décembre, et qui le sera encore les 6 et 13 mars, c'est leur capacité à assurer une politique de progrès et de bien-être.

L'UDB qui n'a jamais ménagé son soutien aux syndicats ouvriers sans en privilégier aucun n'en est que plus à l'aise pour essayer de tirer les enseignements du scrutin et proposer des réponses propres à favoriser les luttes des travailleurs bretons.

Le constat des prud'homales est connu : recul CGT, stabilité de la CFDT, progrès des syndicats réformistes et percée du SNPMI chez les employeurs. En Bretagne, les tendances hexagonales ont été suivies à quelques nuances près : la CGT recule légèrement moins, la CFDT, désormais premier syndicat breton, gagne un peu plus, FO perd au lieu de progresser, la poussée CGC est plus contenue mais celle de la CFTC est nettement plus importante.

Un examen plus fin des résultats a amené le bureau politique de l'UDB à faire, le mois dernier, les constatations suivantes :

— *le taux d'abstention* a été nettement plus élevé qu'en 79 alors que la campagne électorale a été plus active et de meilleure qualité. Ce phénomène reflète sinon un certain mécontentement du moins une désorientation certaine des salariés face à la politique économique et sociale du gouvernement.

— *les pertes de la CGT* n'ont aucunement profité à la CFDT puisque seules ont progressé les organisations ayant le soutien tacite ou déclaré de la droite. Ce constat montre que l'affaiblissement de l'une des composantes du mouvement populaire, même pour des raisons justifiables, est préjudiciable à la gauche toute entière.

— *les poussées CGC et CFTC* s'expliquent plus pour des raisons de circonstances que pour des motivations profondes : les cadres autonomes avaient des listes dans plusieurs secteurs salariés et le syndicat chrétien a bénéficié de l'inscription des salariés de l'enseignement privé. Le résultat obtenu par la CFTC ne reflète en rien une meilleure implantation de ces syndicats mais il souligne en Bretagne l'attention particulière à accorder à l'existence des écoles catholiques.

— *la percée du SNPMI* dans le collège employeurs ; deux fois plus importante en Bretagne, traduit une radicalisation inquiétante mais prévisible (cf. édito d'août 82) des petits patrons dont l'influence est grande sur l'état d'esprit de la population.

La conclusion s'impose donc à tous : tandis que les opposants au changement se manifestent à toutes occasions, les soutiens naturels du gouvernement se démobilisent. Ceci est d'autant plus grave que ce refus des forces populaires de confirmer nettement leur choix du 10 mai n'est pas le premier du genre : l'UDB l'a déjà souligné en analysant les résultats des dernières élections cantonales ou municipales partielles.

A la veille du renouvellement complet des élus municipaux le scrutin des prud'homales résonne comme *un double coup de semonce* à l'égard des partis au gouvernement et de la gauche tout entière.

L'attitude du gouvernement est visiblement mal comprise des salariés qui s'étonnent des concessions multipliées au patronat alors que l'austérité leur est imposée. Que des choix difficiles soient à faire dans ce contexte de crise, personne ne le nie, mais encore faut-il qu'ils soient clairement expliqués et qu'ils s'inscrivent franchement dans une autre logique économique propre à mettre fin au système capitaliste.

L'attitude des partis au pouvoir gagnerait aussi à être plus cohérente. En voulant affaiblir ou marginaliser les courants progressistes qu'ils ne contrôlent pas, ne se rendent-ils pas compte qu'ils se coupent ainsi de certaines bases sociales et culturelles et qu'ils font à long terme le jeu de la droite ? En essayant par exemple, lors des négociations municipales, de limiter la présence de l'UDB, nos partenaires compromettent la bonne mobilisation des forces populaires, pourtant, les prud'homales l'ont montré, indispensable au succès.

A quelques semaines des municipales, les résultats des élections prud'homales interpellent toute la gauche. Le temps n'est plus aux calculs mesquins mais à *l'union, à la clarté et à l'imagination*.

En ce qui la concerne l'UDB fidèle à ses choix de classe continuera de défendre les avancées démocratiques et les acquis du gouvernement dont les résultats, après 18 mois, s'avèrent globalement positifs et en tout cas nettement supérieurs à ceux obtenus par la droite.

Cependant, fidèle à ses choix autonomistes, l'UDB continuera de dénoncer les manquements et les hésitations qui laisseraient continuer ou pire favoriseraient l'exploitation sociale des travailleurs, la domination économique de la Bretagne, l'assimilation culturelle et la centralisation politique.

La faiblesse de certaines mesures, et notamment cette régionalisation qui n'en finit pas de se décentraliser ne sont pas pour nous une surprise. C'est au contraire une raison de plus pour nous engager et gérer efficacement les pouvoirs locaux que l'action unitaire arrachés et peut encore arracher aux tenants du conservatisme. C'est au contraire une raison essentielle pour quitter l'attentisme démobilisateur et offrir au peuple breton les conquêtes de notre combat militant.



Lannion : une histoire de drapeau

A Lannion, il s'était fait un consensus entre des personnes d'horizons divers sur un sujet précis : ras-le-bol de cet immense drapeau bleu-blanc-rouge, tout seul, là, planté dans le fronton de la mairie. On veut aussi un Gwenn ha Du ! Y'a pas de raison. Question d'équilibre du paysage. A la mairie, les conseillers P.S./P.C. ont dit : non. C'était pas la réponse attendue. Ni une, ni deux, ils ont fait les frondeurs : ils ont fichu en l'air le drapeau français ! Scandale. Les conseillers des tendances qu'on vient de vous dire (voir plus haut) n'ont pas apprécié et ont procédé au déblocage de crédits pour une destination bien particulière : l'acquisition de deux chiens bergers allemands (ou de race similaire) que tout Lannionais(e) peut venir admirer derrière les grilles de la mairie, entre midi et deux heures, le soir après la débauche, toute la nuit, sans oublier les week-ends !

A noter que c'est pas l'affabilité qui les dévore les toutous. Sans doute leurs (nombreux) maîtres les ont-ils chapitrés ainsi : « S'ils te mordent, Morlaix ! ».

Allez bretonniser ailleurs !

S I un jour vous allez, pour la première fois, à l'université de Haute-Bretagne de Rennes, demandez la section de celtique, pour voir. Et vous verrez. Deux pistes possibles : la section elle-même qui se trouve au quatrième étage du bâtiment D, et son secrétariat qui est lui au deuxième étage (ou troisième, on se paume là-dedans) du bâtiment B. Pourquoi ce fractionnement, cette mise à l'écart de la section d'enseignement ? Car c'en est une de mise à l'écart. C'est vraiment le jour et la nuit. Avant le tout était regroupé en « B » à un endroit d'important passage, donc où la pub pour les langues celtiques pouvait être faite tout à loisir. Maintenant, c'est fini. Curieuse manière d'aider, entre autres, le breton à se développer...

Le bon choix

D EUX insoumis bretons ont eu l'idée de s'enchaîner à un député socialiste du Trégor, à l'aide de paires de menottes. Un choix parfaitement judicieux : quoi de plus immobile, en effet, actuellement, qu'un député P.S. breton ?

Le breton et les militaires

O N se souvient de la récente affaire Kerrain et Corbel, deux Bretons qui ont manifesté nettement leur opposition à servir l'armée française. En refusant, notamment, de s'exprimer en français devant le T.P.F.A. de Rennes, mais en parlant breton. Ça n'a pas plu du tout. En réponse à une lettre de J.L. Le Douarin qui l'interpellait sur la sévérité des verdicts, Charles Hernu (cléaire) eut, voici quelques mois, une réponse dont on lira en fac-simile l'extrait le plus significatif.

En fac-simile également (et en prime !) l'alinéa « d » de l'article 24 de la proposition de loi dite « Loi Le Pen » relatif à la place des langues et cultures des peuples de France, en particulier dans la vie publique. Et qui trouve-t-on parmi les signataires de ce texte enregistré le 3.4.81 ? Entre Jacques-Antoine Gau et Gérard Houteer, on ne peut pas ne pas le remarquer : Charles Hernu. Si !

Faudrait accorder son propre violon, m'sieur le ministre. Il est des « couacs » qui vous fichent en l'air comme rien l'interprétation la mieux réglée (à vos pièces : feu !).

Il est exact que la peine prononcée par le T.P.F.A. de Rennes semble assez sévère par référence à celles qui sont infligées pour refus d'obéissance. Toutefois, cette sévérité paraît avoir été motivée par le refus des intéressés de s'exprimer en français à l'audience.

24-d) Les services de police et les tribunaux doivent faire droit à tout citoyen demandant à être entendu dans la langue de sa Région, qu'il s'agisse d'un accusé ou d'un témoin. Conformément aux prescriptions des conventions internationales, l'autorité judiciaire attache la plus grande attention à ce qu'il soit tenu compte du droit de tout justiciable d'être informé et interrogé dans la langue de sa Région, si besoin est, par l'intermédiaire d'un interprète. De même, tout témoin peut dans les mêmes conditions être entendu dans la langue de sa Région.

LA ZONE

Les maires des villes bretonnes vont être ravis d'apprendre enfin une bonne nouvelle. Pendant les six ans de leur mandat, petits et grands, toutes tendances confondues pour une fois, ils ont eu l'œil fixé sur leur sacro-sainte « zone industrielle ». Dieu sait s'ils l'ont choyée, s'ils l'ont entretenue. « Viabilisée », même, pour employer les mots qui parlent au cœur. Messieurs les industriels, vous étiez attendus comme les rois-mages. Sur le bord des routes, des pancartes aguichantes vous clignaient de l'œil : on acceptait volontiers votre or, votre encens et même votre myrrhe.

Mais les maires bretons n'ont pas vu grand-chose venir. Sauf parfois une usine-pirate repartie sitôt les bénéfices réalisés. Où alors un entrepôt de caravanes qui créait deux emplois et remplissait la moitié de la surface. Ou les P.M.I. locales voulant avoir les coudées plus franches.

Pourtant il existe une zone industrielle où la réussite a été totale, où les candidats se sont bousculés, où les responsables ont pu choisir les activités les plus créatrices d'emplois ! Seulement, cette zone industrielle idéale, rêve de tous les maires bretons, c'est... à Paris qu'elle s'est créée, et en pleine ville, en plus !

« Cap-18 », c'est le nom de cette zone industrielle heureuse, promue par une société privée, Bail-investissement. Rien que pour sa première tranche, on a refusé mille cinq cents patrons-candidats trop peu productifs en termes d'emplois !

On en a finalement sélectionné trente-six : ce sont les chevaliers de la nouvelle politique de reconquête industrielle de Paris : imprimeurs, informaticiens, micro-techniciens...

Kaspereit, l'adjoint R.P.R. de Chirac pour les questions industrielles a réussi à faire passer de 0,3 à 3 hectares la surface du « jardin Citroën » qui sera transformée en zone industrielle, avec des ateliers de plusieurs étages dans le quinzième arrondissement. A Tolbiac, six hectares nouveaux sont en cours d'aménagement.

La D.A.T.A.R., elle-même, qui exigeait un agrément pour toute demande supérieure à 500 m² vient de porter cette limite à 1500 m². De plus, la redevance de 150 F par mètre carré qu'on exigeait de l'industriel s'installant à Paris, a cessé d'être perçue depuis le premier janvier.

L'opération renforcement industriel de Paris est en train de réussir. Pendant ce temps, les maires bretons qui avaient cru à la décentralisation continuent leur retape publicitaire sur le bord des nationales. Ou, pour les plus organisés, inventent les vocations et multiplient les colloques qui cachent mal les abandons de l'aménagement du territoire.

En Bretagne, plus que jamais, l'industrie c'est vraiment la zone...

Jean Guégueniat

CONSEIL CULTUREL DE BRETAGNE

LA CONFIANCE TRAHIE

«La culture bretonne ne peut rester étrangère au mouvement socio-culturel qui se développe depuis quelques années. Il est grand temps de faire le lien entre notre culture populaire d'origine rurale et une culture populaire pour hommes urbanisés».

Ce vœu pressant que je faisais ici-même en 1969, voici déjà quatorze ans (1) a été pleinement comblé par tant d'artistes et de militants de l'ombre qui ont su s'adapter aux nouveaux moyens de communication et redonner une fierté à leur peuple. Le déblocage amené par la nouvelle majorité devait amplifier ce renouveau en associant les militants culturels à la définition d'une politique spécifique à la population bretonne. Cette confiance a malheureusement été trahie.

Comment ne pas être choqué par l'élection d'un professeur de français au lieu d'un militant breton au siège de président du Conseil culturel de Bretagne? Comment ne

pas être choqué de la mise à l'écart, du bureau de ce même conseil, des associations de défense de la langue bretonne les plus combattives?

Les interviews de Michel Quesnel, nouveau président, et de Per Denez, candidat écarté, permettront aux lecteurs du «P.B.» de se faire une opinion; mais l'UDB, en tant que partenaire du PS, au sein du Front culturel progressiste breton, ne peut que s'inquiéter de l'évolution de ce parti qui, après avoir abondamment flatté les associations bretonnantes quand il était dans l'opposition, manœuvre maintenant pour les rejeter dans l'anonymat.

L'UDB en tant que garant des promesses de la gauche, ne peut que s'indigner de voir des militants de la langue et de la culture bretonnes traités de cette manière.

F. Kerfraval.

(1) Le P.B. n° 63.

MICHEL QUESNEL :

L'OUVERTURE, PAS L'ASPHYXIE



Le Peuple Breton: «Votre élection à la présidence du Conseil de Bretagne a provoqué quelques remous. Dont le principal: Per Denez, votre concurrent, n'ayant pas été élu, le mouvement breton ne part pas gagnant avec un nouveau président qui compte choisir la voie de «culture en Bretagne» et non de la «culture bretonne»

Michel Quesnel: Mettons les choses au point. Parmi les gens qui m'ont proposé de me porter candidat, il y avait au moins trois présidents d'associations bretonnes. Voilà près de trente ans que j'habite en Bretagne, et accordez-moi que ce n'est pas sans raisons. D'autre part, lorsque je me suis présenté, j'ignorais que Per Denez en ferait autant par la suite. D'où une situation, un peu gênante j'en conviens, mais qui n'a débouché sur aucune adversité réciproque. L'interprétation du scrutin faite par certains journaux est abusive et erronée. Abusive, parce qu'avant de me coller dès le lendemain de mon élection cette étiquette de représentant d'une tendance peu favorable à la culture bretonne, on pourrait au moins me laisser le temps de faire mes preuves! Erronée, parce qu'il n'entre absolument pas dans mes intentions de laisser la culture bretonne de côté...

P.B.: Précisément, comment concevez-vous celle-ci et dans quel esprit pensez-vous agir pour la mettre en valeur, la développer?

M.Q.: Ecoutez. En Bretagne, il y a présence et mariage de deux grandes cultures: l'une celtique bretonne, l'autre française, elle-même au confluent de

l'antiquité biblique et de l'antiquité païenne. C'est un enrichissement prodigieux. Au passage, je préfère parler de «culture celtique» plutôt que de «culture bretonne»: c'est plus vaste scientifiquement et culturellement. Or, l'élément purement breton de la culture de cette région, s'il est essentiel, ne doit pas être replié sur lui-même. L'asphyxie apparaîtrait si l'on se cantonnait à la spécificité bretonne sans confrontation avec les autres données de notre culture, et sans ouverture sur les autres cultures. A mon sens, le Conseil culturel devra axer l'essentiel de ses efforts sur la culture bretonne (celtique), qui a été trop longtemps négligée et l'englober dans un projet culturel plus vaste qui lui permettra de s'insérer dans un projet national.

P.B.: Pouvez-vous préciser en quoi consiste ce projet?

M.Q.: Revenons un peu en arrière. Le Conseil culturel a été mis en place principalement pour appliquer la Charte culturelle (qui est essentiellement une aide à la culture bretonne). Cette tâche se termine cette année. Logiquement, le Conseil culturel n'avait pas de raison de continuer à exister. Mais MM. Lang et Savary, les ministres de la Culture et de l'Education nationale, ont souhaité que le Conseil culturel subsiste au-delà de la Charte. Un vœu directement en relation avec le projet gouvernemental des «Etats généraux de la culture en France». A chaque région de proposer, sa politique culturelle qui s'intégrera ensuite dans une politique culturelle nationale qui sera celle du gouvernement actuel.

Contradiction

P.B.: Mais les structures du Conseil culturel peuvent-elles être maintenues en l'état, puis-que son rôle se modifie ?

M.Q.: Vous soulevez un problème plus grave encore qu'il n'y paraît. Avant de parler des «structures» on peut parler du cadre dans lequel elles fonctionnent. Vous n'ignorez pas que le Conseil culturel de Bretagne prend en considération les cinq départements, alors que le cadre administratif n'en comporte que quatre. Le problème est épineux car on est toujours en porte-à-faux: je peux vous garantir que lorsque nous arrivons au chapitre de la Loire-Atlantique, nous y consacrons beaucoup de temps, à cause de cette contradiction. Je pense notamment à l'obtention des crédits: actuellement, il faudrait que nous disposions d'une structure particulière qui permettrait, après accord entre les commissaires de la République de Rennes et de Nantes, leur répartition normale. La question sera bien sûr posée aux pouvoirs publics.

P.B.: A propos d'argent, et donc en particulier d'aides à la création, le Conseil culturel ne gagnerait-il pas en efficacité s'il disposait de moyens financiers ?

M.Q.: Votre question appelle deux réponses. D'abord, je vois difficilement le Conseil distribuer des subventions: il donne des avis techniques, fait des propositions, mais ne peut disposer des crédits de la nation, ses membres n'étant pas des élus du suffrage universel. Ensuite, si notre efficacité se trouve limitée, ce n'est pas en raison de cette répartition normale des rôles, mais parce qu'il n'y a que trop rarement accord entre nos avis et les sommes définitivement allouées par les élus. Savez-vous que, pour les crédits de 1982, il y a eu seulement 21,7 % de coïncidence entre nos propositions et les décisions prises par la commission inter-départementale d'élus ? Il y a là un sérieux dérapage. Voyez-vous, ce qui est grave, c'est qu'on saupoudre les crédits sans réelle politique culturelle. Une des solutions possibles consisterait à laisser la charge des associations locales et départementales aux villes et aux collectivités, et que le Conseil régional et la Mission-Bretagne se prononcent sur des directions de développement de la culture en Bretagne, c'est-à-dire sur une politique culturelle dans sa globalité. Le rôle du Conseil culturel étant d'amener les élus à approuver cette politique, de les convaincre afin qu'ils la reconnaissent et la fassent respecter.

P.B.: Et la langue bretonne dans tout ça ? Dans quel sens pensez-vous agir, et plus précisément vis-à-vis de son enseignement ?

M.Q.: Non seulement il est nécessaire que le C.A.P.E.S. de breton soit institué, mais j'ai bien l'intention d'intervenir auprès du ministre de l'Éducation pour qu'une agrégation le soit également.

Les professeurs de Breton doivent pouvoir être titulaires d'un poste pour qu'on en finisse avec ces situations à la limite de la marginalité, sur le plan des affectations comme des horaires. Il est essentiel qu'il y ait intégration de cette discipline à part entière parmi les autres matières d'enseignement. » □

PER DENEZ : UN ENORME POINT D'INTERROGATION

Le Peuple Breton: Quelles ont été les circonstances de votre candidature, et comment interprétez-vous l'élection de Michel Quesnel à la présidence du Conseil culturel ?

Per Denez: Ça a été quelque chose d'inattendu. Je n'avais pas précisément l'intention de me présenter. Michel Denis a annoncé qu'il prenait congé, a expliqué pourquoi; ce qui a étonné, c'est qu'il ait présenté son successeur. J'ai proposé alors ma candidature. J'ai dit que selon moi le Conseil culturel devait avoir une attitude revendicative extrêmement dure devant le gouvernement actuel, étant donné le peu que nous avons obtenu jusqu'alors. Il m'a semblé d'autre part, que Michel Quesnel n'était pas un militant très dur et très engagé à la tête du mouvement culturel — ceci dit sans en faire aucunement une affaire de personnes. En disant cela, je ne pensais pas spécialement à moi, mais il me paraissait important de montrer que le Conseil culturel n'était pas une chambre d'enregistrement! Pour le scrutin, les consignes de vote du P.S. en faveur de Michel Quesnel ont été suivies avec beaucoup de discipline...

P.B.: Il n'y a pas eu que l'élection du président...

P.D.: Effectivement. L'élection du bureau a suivi. Et le plus grave à mon sens est que le mouvement culturel breton en a été exclu, et plus précisément le mouvement culturel militant de langue bretonne: je pense à Skol an Emsav, Ar Falz, Kuzul ar Brezhoneg... Une censure dont on est en droit de se demander si elle ne signifie pas l'éclatement du Front Culturel Progressiste Breton. Je pense que ses militants en feront l'analyse. Ce qui est grave également: le gouvernement précédent voulait des assemblées où il retrouvait sa propre image, où il pouvait discuter avec lui-même. Eh bien, le gouvernement actuel va retrouver son propre écho dans les instances du Conseil culturel de Bretagne. C'est grave pour la démocratie: sans dialogue, sans échange, les militants seront conduits à rechercher d'autres moyens pour se faire entendre.

P.B.: Selon vous, dans quel cadre le Conseil culturel peut-il continuer à fonctionner ?

P.D.: Il y a sept mois, on pensait qu'il serait dissous, c'était la volonté du pouvoir. Comme le Conseil a un représentant au Comité Economique et Social, on sait qu'il sera maintenu. Mais on sait aussi qu'il restera en l'état durant un certain temps. Il faut rappeler d'autre part qu'il a été créé par la Charte culturelle. Celle-ci avait quelques aspects positifs: le Breton était reconnu, certes rien qu'en parole, mais il l'était: 3 millions de Francs par an de crédit de fonctionnement et 6 millions de Francs d'investissements, cela avait une certaine importance. Il faudra désormais trouver un autre mode de financement. Jusque là, c'était: 50 % Etat, 50 % département. Autre donnée: le Conseil culturel est l'une des rares structures officielles qui



Le Peuple Breton

reconnaissent les cinq départements; le C.E.S. et le Conseil régional n'en prennent que quatre en compte. Comment, d'où tirera-t-on le financement des crédits, tout ça est en discussion...

Promotion mais interdiction

P.B.: Donnée supplémentaire: l'élection à venir de l'Assemblée régionale au suffrage universel...

P.D.: A ce propos, je dirai qu'il y a souvent confusion entre des mots comme: décentralisation, régionalisation, déconcentration, fédéralisme. Apparemment, l'optique officielle retient la «régionalisation». Si, avec Mendès-France, on avait pu constater un début de régionalisation économique, du point de vue politique, il n'y a que la Corse qui ait élu son assemblée. Pour les autres régions, c'était prévu en 83, puis en 84 et maintenant en 85. Tout cela est bien maigre... Du point de vue culturel, c'est encore moins brillant. Prenez la loi sur le statut particulier de la Corse: dans l'article 2 du chapitre 1^{er}, il est dit, je cite, que «les activités relatives à l'enseignement de la langue corse et de la culture corse, sont facultatives pour les élèves, et ne peuvent se substituer à celles prévues par les programmes d'enseignement et de formation». Sous-entendu, émanant de Paris. S'il doit y avoir transformation progressive de l'Etat par la régionalisation et le jeu politique, qu'elle ait lieu intégralement sur les plans économique, politique et aussi culturel.

P.B.: Les «Etats généraux de la culture en France», prônés par Jacques Lang, ça vous inspire quelle réflexion?

P.D.: Je sais simplement que les associations culturelles de langue bretonne n'ont pas été sollicitées pour envoyer des délégués à ces Etats généraux. On ne peut donc qu'émettre de forts doutes quant à la prise en compte de la culture bretonne par ceux-ci.

P.B.: En résumé, l'avenir n'est pas particulièrement rose pour la langue bretonne...

P.D.: J'ai présenté au Conseil culturel une motion où l'assemblée s'affirme pour le C.A.P.E.S. de Breton, et dans laquelle le président et le bureau feront une demande à ce sujet au plus haut niveau. Cette motion a été votée. Mais ce n'est pas pour que les représentants du Conseil s'entendent dire pourquoi on ne l'obtient pas; c'est pour qu'ils aillent l'obtenir en en prenant les moyens. Ce refus de reconnaître le C.A.P.E.S. est un énorme point d'interrogation quant à la politique du pouvoir actuel. En effet, la délivrance du C.A.P.E.S. est la seule mesure pour l'enseignement du Breton qui soit irréversible. Il est si facile de dissuader les jeunes élèves d'apprendre le Breton! Ça le serait moins s'il y avait des titulaires... car il faudrait bien alors que des cours aient lieu. Aujourd'hui, aucun jeune ne peut entrer dans l'enseignement secondaire non seulement comme enseignant de Breton, mais même pas comme maître-auxiliaire (les M.A. n'étant nommés que sur un poste de professeur titulaire existant), et pas plus qu'à mi-temps (1). Le gouvernement va, officiellement, faire la promotion de l'enseignement du Breton, mais interdit en fait le recrutement des jeunes dans l'enseignement secondaire! Pour lui, c'est un certain volontariat: on demandera dans un lycée s'il y a une personne qui est «volontaire» pour enseigner le Breton! Ce n'est pas du volontariat, c'est le jeu du Breton et du hasard...

FAITES DE L'ANGLAIS !

Pour illustrer ce propos, Per Denez prend deux exemples. Le premier: actuellement, un professeur du secondaire prendra six heures sur son enseignement pour enseigner le Breton. Six heures de moins dans sa spécialité qui seront assurées par un maître-auxiliaire. Si le prof en question n'obtient pas ces six heures l'année suivante, le M.A. saute. Et d'une. Le second: un jeune a une licence de Breton? Il doit préparer le C.A.P.E.S. d'Anglais. En 1981, pour les 181 postes disponibles dans cette filière en France, il y a eu 3.259 inscrits (29 % de femmes, 71 % d'hommes), en immense majorité spécialistes d'Anglais, évidemment. Quelle chance ont alors ceux dont la spécialité est le Breton? Sans compter que ces derniers, s'ils passent le cap, risquent fort de se retrouver nommés à Maubeuge, Vierzon où, comme chacun sait, la bretonnisation est importante... Dans ces conditions, non seulement l'enseignement de Breton ne risque pas de se développer, mais c'est aussi de l'emploi des jeunes dont il est question. □

LE CONSEIL CULTUREL NOUVEAU EST ARRIVE

Exit Michel Denis parti vers d'autres horizons ; après un baroud d'honneur de Per DENEZ, voici désormais installé Michel QUESNEL dans le siège de Président du CONSEIL CULTUREL DE BRETAGNE.

Exit Michel Denis parti vers d'autres horizons ; après un baroud d'honneur de Per DENEZ, voici désormais installé Michel QUESNEL dans le siège de Président du CONSEIL CULTUREL DE BRETAGNE.

Mais que signifie ce changement et surtout quel devenir y a-t-il pour un Conseil qui devra opérer désormais dans un contexte différent ?

Si la période de la CHARTE a été celle d'une bagarre continue entre les revendications du Conseil et la politique de la Région et de l'Etat, en sera-t-il de même près de deux ans après le 10 mai 1981 ?

On peut en douter et quelques faits viennent appuyer ces présomptions :

Il est curieux de voir des membres du Conseil qui, en un temps, avaient prôné la disparition du Conseil Culturel au profit d'un Comité Social et Economique élargi (or dans la nouvelle mouture du C.E.S., la représentation culturelle a chuté de deux à un !), tout d'un coup réinvestir le C.C.B. et ménager l'Etat en reportant les revendications sur le seul plan de la région.

Or que constate-t-on ? en matière d'enseignement, la circulaire SAVARY et le plan triennal du Rectorat sont en large retrait par rapport à la proposition de la Loi LE PENSEC ; le C.A.P.E.S. n'est toujours pas créé, DIWAN est toujours dans l'attente et les postes d'enseignants créés au compte-gouttes.

En matière de radio-télévision, c'est

toujours le statu-quo ou si changement il y a, il vient de PARIS et contre l'attente des bretons (cf. R.B.O.). De plus, aucune décentralisation de notre outil audio-visuel n'interviendra avant 1984 et encore. Au reste le rapport de M. COUTOULY commandé par F.R.3 reste enfoncé au fond d'un coffre...

En matière d'aide aux associations culturelles, rien ne semble être prévu : PARIS a pensé à tout sauf à cela ! Aurait-on oublié le droit à la différence et la politique de réparation historique ?

Cette série de reculades, et, au mieux, de non-avancées, serait-elle cautionnée par les élus P.S., membres du Conseil ? On peut s'en inquiéter : la belle alliance offensive menée en 1978 par les composantes du Front Culturel Progressiste Breton a éclaté en novembre dernier lors de la réélection du Bureau : exit également AR FALZ et SKOL AN EM-SAV au profit de la culture universelle et... traditionnelle. Ces composantes du mouvement culturel progressiste breton dont en avait bien besoin en 1978 à NANTES pour remporter la victoire contre des CRESSARD et consorts, se retrouvent bien gênantes aujourd'hui quand elles continuent à interpeller la responsabilité de l'Etat...

On en arrive aujourd'hui à ce paradoxe que le Conseil culturel ne soit amené à ménager l'Etat, qui ne le reconnaît pas et voudrait le supprimer, pour porter ses critiques contre la Région qui est la seule à l'avoir pérennisé et même à faire un préalable de la culture spécifique bretonne et des cinq départements dans ses négociations avec l'Etat en matière de culture. Qu'il est donc difficile d'être socialiste et... cohérent !

J.A.

Autres objections: le C.A.P.E.S. de Breton n'est pas envisageable, car la main d'œuvre doit être mobile. Mais qu'est-ce que le C.A.P.E.S. sinon un concours national pour des postes localisés qui existent? Il y a également une crainte au ministère de l'Education: ces titulaires une fois nommés, resteront en poste pendant au moins 36 ans. Il se demande aussi combien il y aura d'élèves en 1985. Des preuves supplémentaires que n'est aucunement envisagée cette fameuse «réparation culturelle historique» dont nous parlait Giordan. Mais enfin, lorsque les lois sur les nationalisations ont été votées, est-ce que le gouvernement s'est demandé combien la gauche aurait d'électeurs en 1988!

P.B.: Quelle manière, alors, de mener le combat culturel dont vous parlez?

P.D.: Je pense que nous serons respectés selon la façon dont on exigera le respect. Il s'agit d'obtenir ce respect envers celui qui a été mis dans cette

situation minoritaire. Il ne s'agit pas de conserver un code linguistique, mais qu'il soit permis aux gens de s'exprimer eux-mêmes: c'est un respect fondamental pour la personne humaine. Une anecdote: aux «Etats généraux de la recherche» en juin 82, dans le grand amphithéâtre de Beaulieu à Rennes, Jean-Pierre Chevènement a dit deux choses, à mon sens, scandaleuses. L'une: «la recherche ne se développera en Bretagne que s'il y a un T.G.V. entre Rennes et Paris». Remous polis dans l'assistance. L'autre: le ministre s'est dit inquiet de la perte de faveur qu'a l'enseignement du Français en Amérique du sud. Pour lui, c'est un problème culturel autrement préoccupant que l'enseignement du Turc, du Chinois, de l'Arabe ou du Breton! Les chinois se sont réduits à deux personnes, dont moi. Ce qui est grave, c'est que, parmi le millier de personnes présentes, il ne se soit trouvé que deux individus pour protester... » □.

Interviews PATRICK KERNAN

(1) Lire encadré.

LE FORUM POUR L'UNITÉ, A NANTES

une approche plus rigoureuse de la réunification

Cent soixante dix représentants de trente-huit organisations ou comités locaux réunis à Nantes, c'est un beau succès à mettre à l'actif du Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne (C.U.A.B.).

Mais le principal mérite de ce *Forum pour l'Unité* aura été ailleurs: derrière les slogans inévitablement simplificateurs — et parfois mystificateurs — des grandes manifestations de Nantes et de Saint-Nazaire, les vraies données économiques, sociales et culturelles de la réunification ont commencé à être publiquement mises en lumière.

Les intéressantes démangeaisons provoquées dans certains groupes par ce premier déblaiement donnent à penser qu'il était loin d'être inutile.

Pas de «modèle» de bretonnité

Allant au-delà d'un constat historique plus que probant, et des rapprochements culturels qui s'imposent entre la Loire-Atlantique et les autres départements bretons, la commission *Histoire et Culture* a ainsi évité le piège de la «bretonnité comparée», si bien utilisé par les adversaires de la réunification. Elle a en effet noté que le découpage lui-même, et plus anciennement, les carences de l'enseignement ont favorisé la référence à un «modèle» de bretonnité bas-breton, voire finistérien, que rien ne justifie, et qui conduit tout droit à la notion partout ailleurs saugrenue d'identité relative.

Il est bon qu'ait été tranquillement énoncée, à Nantes, cette vérité d'évidence: même les parentés limitrophes avec l'Anjou et le Poitou sont des éléments constitutifs de l'identité bretonne de la Loire-Atlantique!

Une autre logique économique

Beaucoup auront apprécié la démonstration rigoureuse, quoique moins nouvelle, par deux autres commissions, de l'absurdité économique du découpage actuel, tant pour la Loire-Atlantique que pour les autres départements bretons, voire pour les départements de l'Ouest intérieur.

Ce découpage valorise en effet la route de Paris et fait barrage aux priorités maritimes qui, avec le désenclavement interne de la Bretagne, conditionnent l'apparition à l'Ouest d'un nouveau pôle de développement. Et d'emploi: la Loire-Atlantique ne compte-t-elle pas aujourd'hui plus de 45 % des chômeurs d'une circonscription présentée naguère comme sa chance économique?

Mais qui a besoin des «Pays de Loire»

Très logiquement une autre commission abordait parallèlement, entre autres dossiers, celui des responsabilités dans le découpage actuel: qui a besoin des «Pays de Loire»?

Si la propension du pouvoir central — fût-il de gauche, hélas! — à gommer ainsi un problème de minorité a été unanimement relevée, certains auraient bien voulu fermer les yeux sur les responsabilités pourtant éclatantes du patronat local et de ses porte-parole. Beaucoup auront ainsi appris à Nantes que trois voix seulement se sont publiquement élevées, dans la presse locale, depuis mai 1981, contre l'idée de réunification: celle d'Olivier Guichard, celle de la Chambre de Commerce et d'Industrie, et celle de l'association «Agir pour Nantes», ébauche de la liste de droite pour les Municipales de mars prochain.

Recherche de «chasses gardées» par le patronat de Nantes et de Rennes, peu soucieux de dynamisme, dépendance économique de la plupart des entreprises (1), attente naïve d'emplois à venir de Paris dans les années soixante, ces pistes ouvertes vers les responsabilités réelles ont bien embarrassé la droite bretonne, plus à l'aise dans une argumentation juridique qui va de l'invocation du Traité de 1532 à la saisine d'une Cour Européenne de justice, en passant par la non-réunion des Etats de Bretagne depuis 1789. (Intervention de «Bretagne-Europe»).

Sur la bonne voie

Le chemin de la réunification risque fort d'être long et difficile. Raison de plus pour ne pas se fourvoyer.

Le passionnant travail de clarification entrepris le 11 décembre mérite d'être connu (2) et poursuivi. La consultation d'une liste progressiste en vue des élections du 22 janvier à la Commission Permanente du C.U.A.B. devrait y contribuer.

Donatien Guilbeaud.

(1): Aucune entreprise de plus de 500 salariés, en Loire-Atlantique n'est sous le contrôle de capitaux locaux, et beaucoup de petites et moyennes entreprises sont, par le biais des participations et de la sous-traitance, dans une situation de fait comparable.

(2): Les rapports présentés au Forum pour l'Unité seront publiés par le C.U.A.B. dans les prochaines semaines. Il est par ailleurs possible de s'abonner au bulletin trimestriel du C.U.A.B., le «Courrier de l'Unité» (20 F pour quatre numéros, C.U.A.B., 1, rue Grétry, 44000 Nantes).

DES CANDIDATS TOUT NUS ?

L'U.D.B. n'a jamais présenté autant de candidats à une élection qu'aux prochaines municipales. Leur nombre augmente chaque jour actuellement. Il est vrai que l'enjeu de cette consultation dépasse nettement celui des élections municipales habituelles, la droite cherchant manifestement par tous les moyens à sortir de sa cuisante défaite de juin 81 à l'occasion du premier vote touchant l'ensemble des électeurs. L'U.D.B. se devait donc de «crocher dedans», encore plus que d'habitude. Elle le fait.

Après la victoire de la «force tranquille», ces municipales donneront lieu à un accroissement du «marketing» politique sous toutes ses formes. Tous les «grands» partis — dont les moyens sont sans commune mesure avec les nôtres — vont mettre le paquet. Il n'est pas question pour l'U.D.B. de se placer au «hit-parade de la pub», comme ils disent à France-Culture. Nous n'avons le soutien ni du patronat musclé, ni de mafias convenables, ni de sociétés parallèles au dessus de tout soupçon... ni d'une loi démocratique de financement des partis (que la gauche la plus intelligente et la plus généreuse du monde se hâte lentement de voter).

Mais laissez-vous nos candidats aller tout nus à la bagarre? Non! Tous ceux qui estiment que le combat de l'U.D.B. pour la vie d'un peuple a au moins le droit d'être présenté proprement nous aideront en participant à la souscription «Municipales U.D.B.».

Chacun à sa mesure — ce ne sera pas facile pour tous à l'époque actuelle — enverra un chèque à U.D.B., B.P. 304 - 29273 Brest Cédex, avec la mention «Municipales U.D.B.»... le plus tôt possible, pour permettre une bonne préparation!

SOUSCRIPTION «MUNICIPALES»

NOM :

Prénom :

Adresse :

Verse la somme de :

☐ 50 F

☐ 100 F

☐ Davantage encore !

SKOL AN EMSAV CASSE LA BARAQUE...



Pour protester contre l'absence de signalisation bilingue, les militants de Skol an Emsav ont démonté la signalisation Francophone, le 18 décembre 1982.

LE NUCLÉAIRE CRÉE L'OPPOSITION AU A CRÉÉ UN

On se souvient de «l'affaire Marhic» ce conducteur de travaux à la Société routière Delhommeau qui en janvier 81 s'était vu notifier son licenciement, pour avoir refusé d'ôter un auto-collant anti-nucléaire de son véhicule personnel (et de travail) durant une période où il était fortement question d'installer une centrale à Plogoff. Cliente potentielle d'EDF, la direction craignait que des marchés avec ce gros client ne lui passent sous le nez, à cause de l'effigie intempestive.

Ce qu'on sait moins, c'est que Daniel Marhic en avait appelé au Conseil des Prud'hommes de Quimper, lequel dans son jugement du 23 avril de cette année, a confirmé cette thèse. On lira un extrait des attendus qui ne laissent aucun doute sur le sujet (voir fac similé).

Quelques mois après, le principal intéressé est toujours aussi soufflé parce jugement: «Durant mes déplacements, EDF ne m'a jamais fait aucune remarque» nous dit-il. «Et quand j'allais dans le parc d'EDF, tous les employés CFDT avaient ce marcaron sur leur voiture! Si la centrale s'était faite, je ne vois donc pas en quoi mon auto-collant aurait pu gêner qui que soit. Mais elle n'a pas été construite: il n'y a donc eu aucun préjudice, aucun manque à gagner pour Delhommeau. C'est donc bien

UNE LANGUE AU REBUT !

La lettre ci-contre avait été expédiée à Y. Daumer, adjoint au Maire de Brest, les PTT en ont refusé l'acheminement. Mexandeau, averti, s'est déclaré courroucé du procédé qui dit-il, ne se reproduira plus... On peut y compter ?

**pour vivre et travailler
en bretagne**

*incompréhensible
à lire sans un
traducteur
Brest
Vain*

DIWAN
SKOLIGU BREZHONEG

EVIT AR RE VIHAN

180

Degemerer d'an Hof.

Yann Daumer

Ti. KER. Brest.

29279 BREST Cedex

MAIRIE de BREST

29279 BREST CEDEX BREIZH.

DES EMPLOIS... NUCLÉAIRE CHÔMEUR...

pour délit d'opinion que j'ai été licencié».

Et aussi pour la raison qu'en février 78, D. Marhic avait gagné son procès contre la poudrerie de Pont-de-Buis. Celle-ci avait explosé en août 1975 et avait détruit sa maison. La poudrerie avait été condamnée et avait retiré le marché d'entretien qu'elle avait passé avec... la société Delhommeau. Laquelle, selon M. Marhic, a eu trop peur de conserver quelqu'un qui lui avait fait perdre un client.

Un an et demi pour attendre son jugement aux prud'hommes, deux ans et demi pour attendre la décision de la cour d'appel de Rennes (il s'y porte pour savoir si son ex-employeur lui doit ou non des rappels de salaire), la justice est

décidément trop lente pour Daniel Marhic: «C'est la guerre d'usure. Il faut avoir les reins et les nerfs solides, croyez-moi. Mitterrand et Badinter, ce sont d'anciens avocats. Qu'est-ce qu'ils font? Ils feraient bien de se mettre à la place du justiciable. Il faut voir par quels états

Extraits des attendus de la condamnation de D. Marhic.

d'âme on passe quand on est chômeur et qu'on est en procès. Je viens de retrouver un travail: mais je pense à tous ceux qui ont peur d'aller en justice, parce qu'ils craignent que ce sera le pot de terre contre le pot de fer».

LA FAUTE AU BRETON ?

Dans la série: «Attention où vous mettez les pieds», le cas de M. Huet à Brest est à signaler. Engagé à l'Union des Assurances de Paris, il souscrit pour lui-même une police d'assurance-vie chez son employeur. Le règlement, il le fait par chèque rédigé en breton. Le 6.10.82, on lui retourne le bout de papier avec cette mention: «Chèque libellé en breton non accepté». Réponse (en breton) de l'assuré en puissance, qui fait référence à la loi du 30 octobre 1935, laquelle dit en substance qu'un chèque ne peut être

entaché de nullité pour avoir été rédigé dans une autre langue que le français.

Pas de réponse sur ce point précis. L'intéressé devra attendre le 16.11 pour apprendre que l'U.A.P. n'emettra pas le contrat d'assurance demandé. Entre temps, M. Huet aura été licencié le 18.10. Ce qui n'a logiquement rien à voir. Mais où on ne comprend vraiment plus rien, c'est que les courriers notifiant ces deux décisions sont signés du même sous-directeur! Un homme à tout faire, vraiment...

UNION DES ASSURANCES DE PARIS
L'U.A.P. CAPITALISATION
S.A. au capital de 18 000 000 de F. entièrement versé
Entreprise régie par la Loi des Assurances
Siège Social: 9 place Vendôme - 75008 Paris Cedex 01
RCS Paris 9 542 054 804

COURBEVOIE, le 06/10/82

□ 9 - Ratures et surcharges non approuvées

□ 10 - chèque libellé en Breton non accepté

Monsieur,

Nous référant à l'article 7 de votre contrat, nous vous informons que nous mettons fin à vos fonctions de Contrôleur à la date de présentation de cette lettre.

BRETONS ET BRETONNES DE LA RÉGION PARISIENNE

L'UDB organise le samedi 5-2-83 une
réunion publique à Paris.

Métro Félix FAURE
72, av. Félix-Faure - PARIS XV°
Salle du Patronage Laïc

A 18 h. montage diapo présenté par Y. Le Bihan, membre du bureau de la fédération de l'extérieur.

INTERVENTION POLITIQUE
19 H. - Yann DAUMER, mem-
bre du Bureau Politique de l'UDB,
adjoint au Maire de Brest.

A la fin de l'intervention, un débat contradictoire sera organisé, animé par Jacques DAVID, membre du bureau de la fédération de l'extérieur, conseiller municipal d'ATHIS-MONS.

EN VENTE SUR PLACE

- Boissons - Sandwiches.
- Journaux - Revues - Calendriers - Livres Auto-Collants...

Les adhérents sont invités à 16h. à assister à l'exposé de formation économique assuré par Y. FIEVET, membre du bureau de la fédération de l'extérieur.

Profession ? Intérimaire ...

Dans ses numéros à venir, le «Peuple Breton» prévoit de publier une série d'articles sur différents aspects du fonctionnement de l'usine Citroën/Rennes, qui emploie près de 15000 personnes. Ce mois-ci, nous parlerons de ces intérimaires qui viennent parfois de fort loin et sont embauchés de curieuse façon...

La «B.X.» vous connaissez ? C'est la dernière de Citroën qui connaît un certain engouement chez la clientèle. 1200 commandes par jour, faut pouvoir assurer. Or, l'usine de La Janais (11000 employés) ne sort que 300 exemplaires quotidiennement. D'où problème que la direction tente de résoudre par l'embauche d'intérimaires: environ 1200 l'ont été depuis août 82, et un millier le sera d'ici avril prochain, selon la vente de la B.X. A noter au passage toute l'agitation qui aura été entretenue sur le fait que Citroën «offrait» 1200 emplois — sans que les conditions de travail aient jamais été évoquées (sauf peut-être pour dire que c'étaient des O.S. qui étaient recherchés).

On comprend assez vite le pourquoi de ce choix des intérimaires avec la suite des événements. D'abord, com-

ment viennent-ils ? Par des sociétés d'intérim (Intertra, S.I.E.) indiquées par l'ANPE locale. Certains habitant Rennes se présentent au bureau d'embauche de Citroën, lequel les envoie dans les boîtes intérimaires en question, qui à leur tour, les renvoient chez Citroën.

Là, de nouveau dans le bureau d'embauche, ils sont soumis à un questionnaire dont chaque réponse est soigneusement notée. Les questions ? «Etes-vous affilié à un parti politique ? La politique vous intéresse-t-elle ou non ? Etes-vous syndiqué ? Si oui, à quel syndicat ? Que font vos parents ? Votre père fait-il de la politique ? Est-il syndiqué ? Avez-vous fait votre service militaire ? Quel était votre grade ? ... Edifiant, non ? Le recrutement intervient, selon la «qualité» des réponses, via la société d'intérim.

Seconde question, d'où viennent-ils ces intérimaires ? En majorité de Rennes et d'Ille-et-Vilaine, mais la direction ne trouvant plus de main-d'œuvre (sous-entendu celle qu'elle désire) dans le département, elle recrute dans les Côtes-du-Nord, le Morbihan, le Finistère. Puis ensuite dans la Manche, le Calvados, la Mayenne.

Environ 180 intérimaires sont logés au château de la Janais (les Landes d'Appigné) appartenant à Citroën. Ils habitent tous à plus de 150 km de Rennes. Pour une chambre, un petit déjeuner et un repas, ils paient 588 F. par mois. Au château, ils ont toutes libertés de sorties et

d'activités. Quant à ceux habitant dans les campagnes des départements bretons, ils sont ramassés par le service de car de Citroën, certains ayant jusqu'à 3 heures et plus de trajet (bien que ceci ne soit pas spécifique aux intérimaires). Beaucoup viennent donc du milieu rural.

Ces employés temporaires ont reçu une formation professionnelle telle que celle de boucher, menuisier ou maçon (au chômage depuis plusieurs mois en moyenne). On trouve aussi des bacheliers techniques, des agriculteurs (avec, parfois, une ferme «derrière»), et d'autres corps de métiers. Leur qualification: ils deviennent agent d'atelier 2^e échelon chez Citroën.

Ce qui nous amène à revenir à la question de l'embauche: elle est donc faite par les sociétés d'intérim, avec des contrats allant de trois à six mois, pas au-delà. Selon un intérimaire: «C'est une bonne manière de filtrer les gens. Si on se tient à carreau pendant trois mois, on a des chances d'être embauchés définitivement après».

Répartis à La Janais et à la Barre Thomas (seconde usine Citroën comptant 3000 employés), ils touchent un salaire d'environ 4000 F. net par mois plus les heures supplémentaires et primes. En fin de contrat, les congés payés, ainsi qu'une prime de précarité d'emploi de 10% si le contrat est renouvelé, de 15% s'il ne l'est pas. En cas d'embauche définitive, les 10% sautent. □

DUBIGEON / NANTES

Le dos à la mer ?

Les graves menaces qui pèsent sur l'emploi chez Dubigeon, comme les licenciements annoncés à Alsthom-Atlantique, attirent notre attention une nouvelle fois sur les activités liées à la construction navale, dont chacun connaît l'importance à Nantes et en Loire-Atlantique.

Voilà un secteur d'activité où plus de 4000 emplois ont disparu depuis 1975, sans contrepartie dans d'autres secteurs puisque le département a perdu 3000 autres emplois dans l'industrie et 4000 dans le bâtiment et les travaux publics. Comme la Loire-Atlantique gagnait dans le même temps 60000 habitants, on peut se demander combien d'entre eux pourront y vivre, et combien de temps ?

Les difficultés de la construction navale sont exemplaires à bien des égards. Nous connaissons les orientations de la nouvelle division internationale du travail, illustrées par la concurrence de certains pays d'Asie dont la main d'œuvre est surexploitée, et par le recours systématique aux pavillons de complaisance.

La contraction du commerce international en période de crise a des répercussions sur la demande de navires transporteurs. Mais aussi, au plus haut niveau, le capitalisme européen joue le jeu de cette division internationale du travail, et pousse à la liquidation des chantiers existants.

La droite française a vigoureusement relayé cette politique au temps de son pouvoir, avec le concours actif de la bourgeoisie locale.

Dans cette situation économique, le gouvernement actuel envisage des mesures qui vont dans le bon sens,

mais dont le plein effet ne se fera pas sentir avant longtemps. La nécessité d'une politique ambitieuse de transports et de commerce maritimes sous pavillon français doit être bien comprise: que soient dégagées les priorités correspondantes, qui ne sont pas toutes d'ordre financier. Les détournements de trafic au détriment de la Basse-Loire sont une réalité dont la construction navale pâtit indirectement.

Plus de 20.000 emplois

Dans ce contexte, puisque tout ne peut être attendu de l'Etat, l'effort régional est indispensable. Un département dont la vocation maritime est aussi évidente doit trouver, dans son environnement régional, une solidarité active dans la définition et la mise en œuvre d'une grande politique maritime. Cette solidarité doit aussi lui permettre le cas échéant de mieux faire prendre en compte ses priorités économiques par le Gouvernement. Elle doit être d'autant plus forte que la conjoncture est difficile. La solidarité est avec l'Histoire et la Culture le ciment des vraies régions.

Le moins qu'on puisse dire est que le budget de l'actuelle circonscription des Pays de la Loire ne traduit aucune préoccupation de cet ordre. Et rien ne permet de penser qu'il en ira autrement demain. Tout porte en effet la Droite, largement majoritaire dans cette circonscription, à nous faire tourner davantage encore le dos à la mer. Elle a compris depuis longtemps qu'une activité maritime diversifiée est ici un facteur essentiel d'industrialisation, et elle y fait obstacle par tous les moyens, au nom du conservatisme social le plus résolu. La seule chose qui l'intéresse chez Dubigeon, c'est le maintien provisoire de la propriété privée, en attendant le dédommagement éventuel des actionnaires.

Alors que l'emploi est gravement menacé dans deux entreprises directement liées à notre situation maritime, mais isolées du trafic commercial sérieux qui pourrait contribuer à régulariser leur plan de charge, il est indispensable de rappeler les diverses dimensions du problème, de souligner que la dimension régionale échappe presque totalement aux travailleurs, aujourd'hui et pour longtemps, par l'effet d'un découpage régional créé par la Droite et pour la Droite.

Dans l'immédiat, il doit être répondu de façon rapide et pratique à l'inquiétude des travailleurs de chez Dubigeon. Favorable au rapprochement entre Dubigeon et Alsthom-Atlantique, l'U.D.B. souhaite que les conditions en soient précisées, dans le sens du maintien de l'emploi existant à Nantes. Et c'est indirectement plus de 20.000 emplois qui sont concernés dans cette agglomération, y compris ceux de jeunes venus d'ailleurs, tels ces techniciens arrivés de Béthune ou du Périgord. L'U.D.B. s'interroge sur le crédit qu'on peut attacher à un tel rapprochement, quand Alsthom n'est même pas capable de reclasser 55 de ses propres salariés. Et il s'agit d'une entreprise nationalisée...

Quel serait l'avenir concret de Dubigeon si on n'embauche pas aujourd'hui des jeunes dont la formation s'étend sur trois ans, et dont la présence seule garantira le niveau de l'emploi dans les chantiers de Nantes?

Plus généralement, quelles sont les perspectives offertes aux travailleurs du secteur naval, si les options régionales de nos assemblées reviennent à gérer la Basse-Loire comme le Limousin?

Patrick Pellen.



55, rue Yves-Collet
Brest
Tél. : 44.52.89

AIDES AGRICOLES

Plein la vue ... aux touristes

Depuis le mois d'août 82, il existe un «programme de développement agricole de la Bretagne centrale». A ce titre, diverses actions sont subventionnées par le fonds inter-ministériel de développement et d'aménagement rural (F.I.D.A.R.). Telles: l'amélioration génétique et sanitaire du cheptel bovin; l'amélioration de la production ovine; l'installation de jeunes agriculteurs en production porcine; aménagement de bâtiment existant.

A propos de cette dernière action, si un agriculteur veut bénéficier d'aides, il lui faudra donc aménager de vieux bâtiments. C'est parfois souhaitable car ça peut contribuer à diminuer les charges; mais du point de vue technique, ce type de bâtiment est souvent inadapté.

L'agriculteur qui ne dispose que de ruines a évidemment intérêt à faire du neuf. Il ne bénéficiera alors pas de subventions, mais s'en verra par contre accorder pour aménager le «loch» — peu importe s'il passe trois heures de plus par jour à traire ou à nourrir ses bêtes.

Visiblement, le but de l'opération est de ne pas gâcher... la vue à nos touristes — à quand l'interdiction d'épandage du lisier?

Voici comment on finance le tourisme en Bretagne centrale, en utilisant des fonds destinés à l'agriculture, et ceci en dépit des conditions de travail pourtant déjà assez pénibles des paysans. Et puis, il est vrai que dans quelques années, il sera plus facile de transformer ces bâtiments en gîtes ruraux! □

BROCHURE AGRICOLE	On peut la commander à :	Nombre d'exemplaires :
	U.D.B. B.P. 304 29273 BREST CEDEX	Prix unitaire : 20 F (1) + 5,80 F de port Prix de soutien : 50 F (1)
NOM : _____		règlement par • chèque (1) • C.C.P. (1) • Mandat (1)
PRÉNOM : _____		
ADRESSE : _____		C.C.P. RENNES 2365-78 (1) Rayer la mention inutile

LIBRAIRIE POBL VREIZH

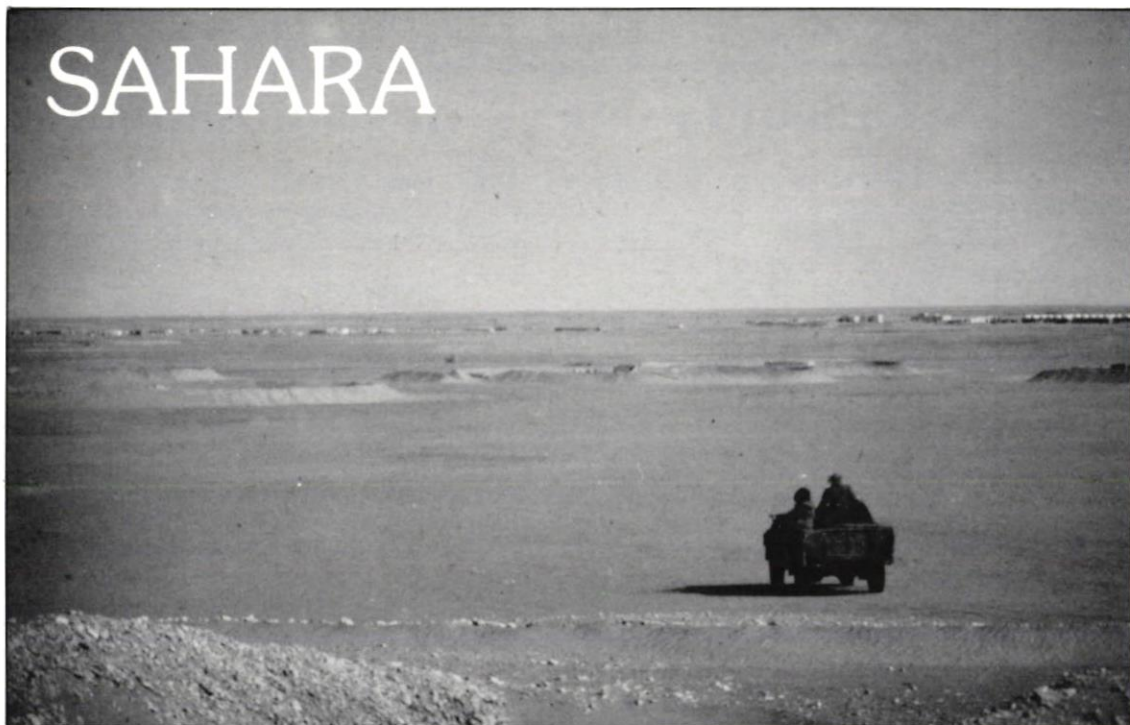
18, rue Auguste-Kervern
BREST

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION	
Nom : _____	Prénom : _____
Adresse : _____	
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.	
A _____	le _____ 19 _____
Signature : _____	
Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX	

SAHARA

Le Peuple Breton/D. Cadin



A l'Ouest de l'Afrique, dans le sable et les cailloux, un petit peuple, les Saharais, se bat depuis 1975 contre le Maroc. Une guerre oubliée mais bien réelle. Le Peuple Breton a passé neuf jours avec les combattants saharais et avec les réfugiés.

2^e PARTIE

LE RÊVE ATLANTIQUE

Imaginez la moitié nord de la France. Faites la tourner de quarante-cinq degrés, Brest en bas vers l'ouest, Strasbourg en haut, vers l'est. Vous aurez une assez bonne idée des dimensions du Sahara-Occidental. Imaginez maintenant que dans ce territoire immense, il n'y ait pratiquement plus personne sauf dans le dixième encore occupé, au nord, par l'armée marocaine, et vous aurez une représentation assez parlante de la réalité de la République Arabe Saharaise démocratique, la RASD (1).

Les huit cents kilomètres de Tindouf à Bir N'Zarane, que nous avons faits en Land-Rover en deux jours, les habitants de la région ont dû, il y a six ans, les parcourir à pied, par étapes très longues de point d'eau en point d'eau, sous les bombes marocaines larguées par les «Mirages» de la coopération. Mais en sens opposé, vers les camps de réfugiés du territoire concédé par l'Algérie. Le napalm, en route, en a tué sept-cent cinquante. Aujourd'hui, dans le camp de toile qui regroupe la population des réfugiés de la ville marchande de Bir N'Zarane, les familles, pratiquement toutes atteintes, survivent. Et s'organisent...

Dans la bâtisse maçonnée — la seule avec la mosquée — qui regroupe à la fois la mairie et le dispensaire, Ahmed Barrikallah, le maire, raconte sa ville détruite aux responsables du camp de réfugiés, principalement des femmes.

Assis sur les tapis épais, alignés le long du mur nu, ils écoutent avec émotion, eux qui sont partis depuis six ans, le maire, qui y était retourné avec nous pour la première fois.

Le camp de Bir N'Zarane, on imagine qu'il ressemble à tous les autres camps de réfugiés depuis la Syrie jusqu'aux approches de l'Atlantique. Des toiles carrées, vastes, à l'organisation familiale. Certaines, plus sombres, sont en poil de chameau. Alignées sur un sable jaune, ondulé comme après la marée. S'il y a des hirondelles, c'est que les myriades de mouches les attirent au soleil. Dès le matin, les gosses sortent, pieds nus, un peu farouches. Les plus jeunes: les autres sont dans les écoles du désert que nous visiterons plus tard. Cigarette à la bouche, des femmes jeunes apportent leurs petits mioches pour la consultation: le dispensaire, ici, est un lieu de rencontre, et à l'hôpital national, en dépit des besoins urgents, on a pris soin de réserver une pièce pour le salon de thé.

Les camps vivent presque uniquement de la solidarité internationale. Les chèvres fouillent le sable de leur nez mobile, mais la viande est rare. On n'en mange qu'une fois par mois; une fois par semaine dans les écoles. Lors de l'exode de la population saharaise, le Front Polisario, aidé par les autorités algériennes, a cherché à reproduire dans la zone concédée une géographie calquée sur celle du Sahara d'avant — et de demain. On n'a pas mélangé les populations, mais respecté les divisions traditionnelles entre les trois wilayas: Dakhla, El Aïoun et Smara. Chaque wilaya est, elle-même, divisée en daïras correspondant sensiblement aux communes. Elles sont de six à huit par wilaya. Ce qui permet d'estimer la population réfugiée. La daïra de Bir N'Zarane compte huit mille réfugiés, et c'est la

plus petite des huit formant la wilaya de Dakhla. Le chiffre de 150 000 à 200 000 réfugiés cité par les responsables du Polisario paraît donc parfaitement vraisemblable.

L'école des femmes

Organisation de survie, lieu de la naissance et du renouvellement du peuple, le camp n'est pourtant qu'une structure secondaire dans la société saharaise nouvelle, celle qui s'élabore dans la lutte armée depuis plus de six ans. Ce qui constitue le lieu essentiel de l'organisation, c'est l'école, dont l'importance est énorme et qui fait l'objet d'un effort assez ahurissant que le cinquième congrès du Front, tenu en octobre en territoire libéré, a décidé d'accentuer encore.

Nous avons découvert l'école du «27 février» un soir vers sept heures, au coucher du soleil: une multitude de tentes dans une dépression sableuse du désert de pierre. Des femmes en treillis, jeunes ou moins jeunes, se rassemblent dans la cour carrée pour le baisser des couleurs saharaises. Le 27 février, c'est la date de la proclamation de l'indépendance, c'est aussi, nous a-t-on dit, un signe de libération pour les femmes saharaises: ici, c'est leur école. Elles sont six cents, aujourd'hui, célibataires ou mariées, enceintes ou mères de famille avec leurs enfants. Elles ont entre dix-sept et quarante ans et reçoivent une éducation politique, militaire et professionnelle. Nous y avons retrouvé Keltoum Salem, une jeune dirigeante saharaise qui faisait partie de la délégation venue en

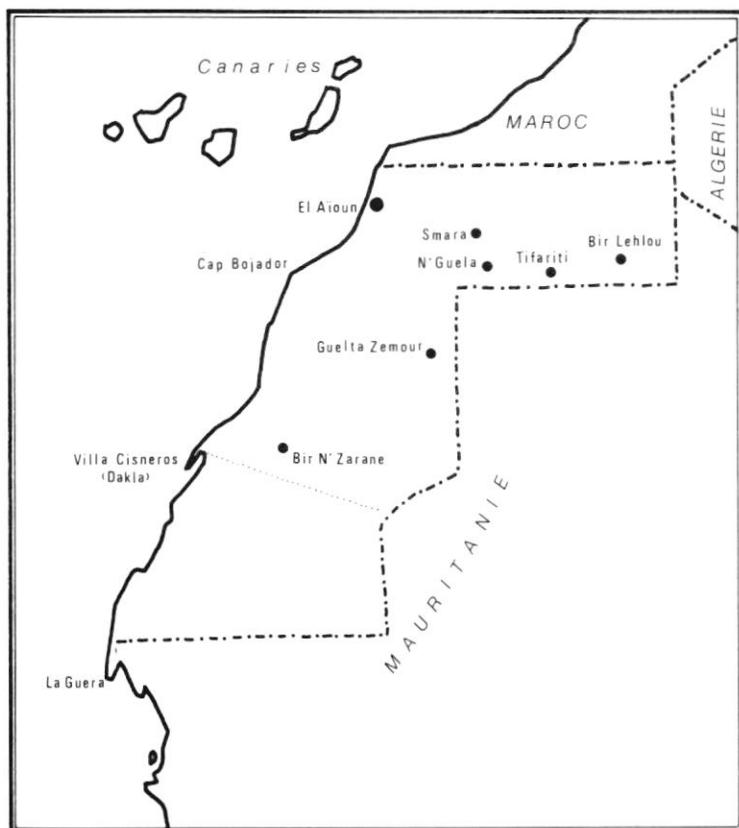
Bretagne il y a deux ans: «Inaugurer une école de femmes, nous dira-t-elle, c'était nier les idées rétrogrades de nos ennemis en ce qui concerne les femmes».

Au temps de la colonisation, l'état de sujétion de la femme sahraouie était devenu grand: c'est que ce colonialisme ci ajoutait à celui des nations colonisatrices «libérales» une dimension supplémentaire, celle du franquisme: c'est dire qu'il était plutôt fruste! Keltoum Salem nous explique que, particulièrement pour les femmes, il y a eu une «génération du colonialisme»: «Ma grand'mère m'appelait au combat, pendant que ma mère m'incitait à l'inertie. Aujourd'hui, la femme sahraouie joue à la fois deux rôles, un rôle familial et aussi de production et d'administration car la plupart des hommes sont dans l'armée». La femme sahraouie, c'est vrai, ne répond pas du tout aux stéréotypes véhiculés à propos des femmes des pays arabes. Jamais elle n'a été violée et elle a toujours participé à la vie de la société nomade. Keltoum Salem nous explique cette particularité par la dureté de la vie au Sahara qui forçait de manière impérative l'homme et la femme à prendre part à la culture ou à l'élevage. «Et l'homme a toujours eu un respect absolu pour sa femme et pour son travail». Pendant une heure et demie, la discussion sera vive, avec les femmes formant les cadres de l'école et avec son... directeur. Pourquoi pas une directrice? Il sourit: «L'an dernier, c'était une femme, l'an prochain peut-être encore...». Lui n'a rejoint le Front Polisario que tardivement, en 1981. Ingénieur géologue, il était jusqu'alors député... marocain pour les «territoires du sud». Il a l'air d'être ici en observation en somme.

Un lieu exceptionnel

Ce sont les conseils populaires des daïras qui choisissent, dans les camps, les femmes qui viendront à l'école du 27 février. Pour le colonialisme espagnol, il était hors de question d'apprendre à lire et écrire aux femmes et des campagnes

Le territoire de la RASD : grand comme la moitié de la France



populaires d'alphabétisation ont lieu en permanence dans les camps. Ne viennent à l'école que celles qui savent lire et écrire. Elles sont six-cents dans l'actuelle promotion qui reçoivent pendant trois mois une formation militaire, pendant quatre mois une formation générale. Ensuite un examen décide celles qui seront dirigées vers les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'administration, ou celles qui seront dirigées vers des métiers manuels: fabrique d'habits et de chaussures en priorité, puis tissage. Il existe aussi à l'école un centre d'artisanat sahraoui du bois, de l'argent et du cuivre, mais sans but commercial.

L'extraordinaire, c'est le centre de vie que constitue cette ville de toile fondue

entre ses dunes de sable nu. Les femmes y ont avec elles leurs enfants, ce qui fait que l'école comprend également une crèche aussi bien pour les enfants des élèves que pour ceux des enseignants. Elle comprend aussi des classes enfantines, actuellement jusqu'à la deuxième année, et les cadres de l'école ne sont pas peu fières de nous indiquer que les institutrices de ces classes sont des femmes formées à l'école... A midi, tout le monde mange ensemble dans les réfectoires à plafond bas, mais le soir, les femmes reviennent dans la tente familiale, avec les enfants et où les maris sont reçus, quand ils reviennent en congé des territoires libérés, ou du front (en principe, quelques jours tous les deux mois).

A onze heures du soir, dans une tente décorée de tissus multicolores, on dîne en écoutant la musique que diffuse la radio nationale sahraouie. Contre une paroi de la toile, un meuble de contreplaqué façon supermarché renferme les livres d'étude, en arabe et en espagnol. Les femmes sahraouies aux dents éclatantes disent leur fierté de participer de cette manière à la lutte. Instant assez extraordinaire, où, au fond du désert, au milieu de ce peuple en train de se muer en nation, Keltoum Salem nous dira que ce qui l'a le plus frappée en Bretagne, c'est sa visite de l'école Diwan de Brest... Ici, les vieux parlent l'espagnol, les jeunes l'arabe hassanya ou officiel... A minuit passé, nous discutons encore et à trois heures demain matin nous devons partir pour deux mille kilomètres en territoire libéré. Au Sahara occidental, les soirées sont espagnoles, mais au matin c'est bien la guerre...

La piscine du désert

La guerre, elle éclate sur les murs blancs, de l'école du 12 octobre. Les vastes fresques violentes évoquent les

A l'école du «27 février».





A l'école du 12 octobre.



bombes, le napalm, les mines, l'environnement quotidien, donc, des enfants d'ici quand l'offensive conjuguée des Marocains et Mauritaniens les poursuivait dans le désert du Nord. En 1977, ici, il n'y avait rien du tout. Inaugurée à la fin de cette année-là, l'école du «12 octobre» se constituait de quelques tentes. Aujourd'hui, dans ce «désert du désert» que forment les environs particulièrement arides de Tindouf, l'école secondaire regroupe deux mille élèves, de dix à dix-huit ans. On en est à la huitième classe et en 1983, sera inauguré le neuvième niveau.

L'école est mixte et sur les bancs, garçons et filles se pressent côte à côte, au gré des arrivées, dans les classes basses où la pénombre règne en permanence. Le savoir, on en est véritablement avide, au Sahara, et l'effort réalisé pour l'accès de tous à l'instruction est véritablement colossal. Il y a dix ans, la chance de ces enfants — surtout des filles — d'apprendre simplement à lire aurait été très faible. Aujourd'hui, l'enseignement

secondaire nous a paru d'un niveau parfaitement comparable au nôtre, à ceci près qu'il est bilingue à partir de la troisième année, où est introduit l'espagnol! Les livres de mathématiques, de physique sont imprimés en Espagne et transitent par les Canaries; les photocopiés en arabe forment d'épaisses liasses qu'on range avec soin pour la récréation.

Chez ce peuple de réfugiés, où la survie n'est pas une évidence, où la sous-alimentation n'est pas une légende, rien n'est trop beau quand il s'agit de l'éducation. A l'école du 12 octobre, nous avons visité un amphithéâtre de 600 places, nous avons vu le terrain de sport (avec podium!), nous avons arpenté le jardin expérimental pour les étudiants en sciences. Et nous avons vu le plus étonnant: une piscine surélevée à la mosaïque bleue soigneusement jointoyée. L'hiver, elle sert de bain turc, l'été on peut y nager dans sa moitié la plus profonde. Sur ses murs, les fresques de guerre ont fait place aux peintures du

rêve et de l'espoir: la mer, l'eau, la vie sous-marine, les pêches miraculeuses, les plages de la détente.

La plus grande cour de récréation du monde

Encore quelques dizaines de kilomètres de sable et c'est l'école du «9 juin», date de la mort de El-Ouali au retour du raid célèbre sur Nouakchott. C'est une école primaire et on n'y retrouve guère le sérieux un peu gênant de l'école secondaire où garçons et filles, vêtus de treillis fabriqués sur place, gardaient une gravité impressionnante. Ici, la couleur des vêtements est reine. A l'heure de la récréation, tout le monde se disperse dans le désert, courant au creux des dunes sèches jusqu'à l'horizon. Au retour, après que les jeunes instituteurs en blouse blanche aient sifflé le rassemblement depuis quelque hauteur, les enfants bariolés surgissent de partout en courant, les filles brunes quelques unes presque blondes déjà belles, faisant en passant devant nous le «V» de la victoire.

Dans un coin de la cour, quelques élèves, les externes, attendent l'heure de la sortie. Ils nous montrent les cartables, unique richesse et essentielle fierté. L'énorme majorité des élèves sont pensionnaires; depuis l'âge de six ans, ils ne retournent chez eux que tous les trois mois.

Mais ici, les rapports entre la maison et l'école sont inversés. Le lieu social, c'est l'école. Ce sont les parents qui y viennent, chaque semaine, passer le vendredi avec les enfants. C'est l'école qui est belle quand la maison se réduit à une tente souvent en état précaire. C'est l'école qui soigne, c'est l'école qui lave.

C'est elle aussi qui nourrit. Dans les grands réfectoires bas et sombres, chacun possède sa grande assiette d'aluminium qu'on nettoie avec le moins d'eau possible. Mais la nourriture est loin d'être abondante, à peine suffisante, essentiellement du pain, des féculents qui forment une sorte de soupe, rapidement avalée. La guerre, quand on l'oublie, redevient vite présente, et c'est le ventre qui la rappelle!

Une société éclatée

La société saharauie est une société pauvre; et une société éclatée en trois morceaux: elle vit dans les camps de la zone concédée par l'Algérie; elle lutte dans les zones libérées de la RASD; elle résiste dans le «triangle utile» du nord-ouest, encore occupé par les troupes et l'administration marocaine. Cet état instable, qui se prolonge depuis 1976, le Polisario a réussi à en faire un ferment révolutionnaire. Le peuple qui se lève ici a intégré les succès des luttes de libération précédentes, partout dans le tiers monde; ses dirigeants ont longuement réfléchi sur leurs échecs. Il en résulte une certitude et une détermination impressionnantes. Qui font sourire, bien entendu, les éternels sceptiques — et nous en avons aussi rencontrés.

Par exemple, ce correspondant de l'AFP à Alger, qui avait fait le voyage de Tindouf (2000 kilomètres quand même)

mais qui préférerait prendre le soleil à sa terrasse plutôt que venir dans les camps, et qui nous accueillait ironiquement: «Alors, ils vous ont bien récité leur leçon?» Ou cet autre journaliste rencontré en Bretagne au retour et pour qui le peuple saharoui n'existe pas, «chacun sachant bien que les camps de réfugiés sont remplis d'Algériens qu'on force à jouer un rôle».

Les dirigeants saharouis que nous avons rencontrés sont parfaitement conscients de leur faiblesse. En face de la puissance marocaine, aidée traditionnellement par la France et massivement depuis peu de mois par les Etats-Unis ils savent que leur victoire militaire est peu envisageable. Mais ils savent aussi que leur cause progresse dans l'opinion internationale. Leur admission à l'OUA, même si elle soulève des tempêtes, en est la preuve... Et ils ont entrepris de susciter, dans une population qui doit au mieux égaler celle du Finistère, une densité des responsables politiques, diplomatiques éducatifs et sanitaires qui devrait faire pâlir de jalousie un conseil général moyen, même si l'organisation étatique reste encore embryonnaire.

Pas de commerce

Il n'y a pas de monnaie, en république saharouie. Il n'y a pas de commerce non plus. La nourriture? A 80% elle provient de l'aide humanitaire. Les vêtements? Ils sont fabriqués sur place et distribués selon les besoins. L'artisanat? Il n'y a pas de but mercantile, mais uniquement culturel.

Ceci suppose une organisation que le Polisario semble avoir bien résolue. Dans les camps, tout individu âgé de plus de quatorze ans fait partie d'une cellule de onze membres. Chaque membre, dans sa cellule, représente un des comités populaires du camp: santé, approvisionnement, information, artisanat, enseignement, puériculture, formation, affaires sociales, politique, sécurité et échanges. Des congrès populaires de base se réunissent tous les huit mois dans les daïras et préparent les congrès nationaux.

C'est donc bien une société égalitaire qui se met en place en RASD, même si le Front Polisario ne fait pas explicitement référence au socialisme. Les richesses, le dernier congrès du Front Polisario l'a rappelé, appartiennent au peuple et la propriété privée est garantie dans la mesure où elle n'est pas obstacle à l'intérêt général.

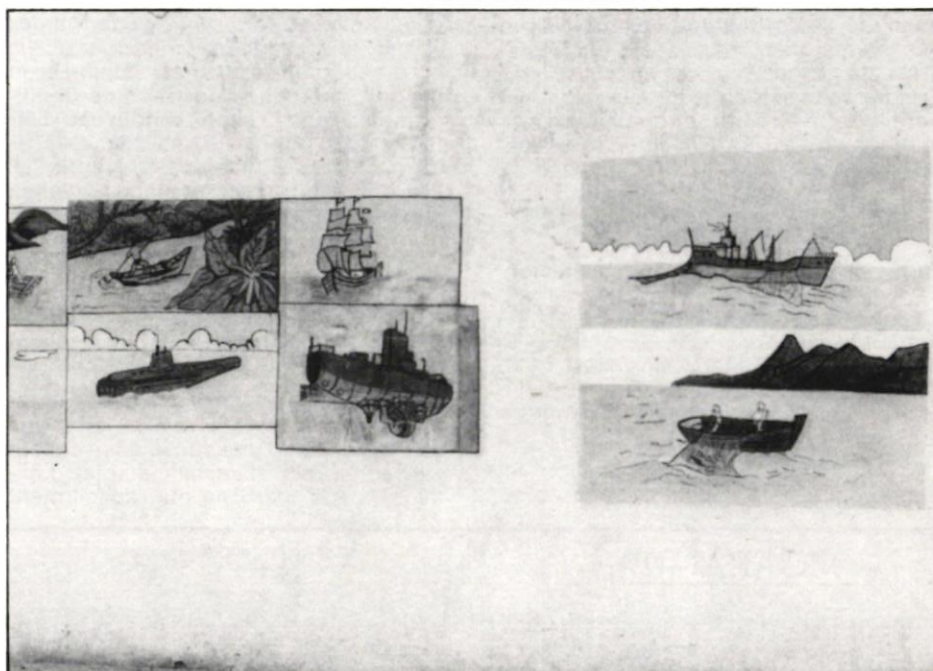
Les moins fanatiques...

La République Saharaouie, si elle se proclame Arabe, ne s'intitule pas Musulmane. Pourtant la constitution fait, dans son article 3, l'Islam religion d'état. Mais les Saharouis la considèrent avec une certaine décontraction: en témoignent le statut de la femme, le fait qu'il n'existe pas de polygamie, pourtant permise par l'Islam, et aussi le fait qu'on cherche partout à construire l'essentiel pour la survie avant de songer à bâtir la mosquée. Nous n'en avons vu qu'une seule, au camp de Bir N'Zarane, fort jolie d'ailleurs, avec ses vitraux colorés, et dont le maire était d'ailleurs très fier.



En haut, le camp de Bir N'Zarane.

En bas, les fresques de l'école du «12 octobre».



Pendant notre longue boucle de deux mille kilomètres dans le désert les combattants priaient matin et soir, mais de manière fort brève. «Nous sommes les moins fanatiques des peuples musulmans» nous dira Mohamed Habiballah, le délégué du Front Polisario à Paris, avec un humour qui nous a semblé, en revanche, pas mal partagé...

Enfants-rois

Autre lieu social, avec l'école: l'hôpital. Partout, nos interlocuteurs nous ont présenté la santé et l'éducation comme les deux priorités absolues, avec la lutte armée. Signe de socialisme, bien sûr, la prévention est le souci premier. Dans les camps, dans les écoles, on nous a d'abord montré le dispensaire et l'infirmerie. Dans les écoles primaires, chaque dortoir d'une trentaine de lits a sa puéricultrice attitrée. En 1976, il y a eu une épidémie de rougeole qui a fait beaucoup de morts chez les petits

enfants des camps. Mais depuis il n'y a plus eu d'épidémie grave et les responsables de la santé, qui occupent dans les camps un rang hiérarchique élevé nous ont affirmé que la mortalité infantile était maintenant l'une des plus basses d'Afrique.

Pourtant les structures hospitalières semblent fragiles. L'hôpital national Bachir Saleh reste fort rudimentaire. Les cas les plus graves doivent être traités «ailleurs»: souvent à Tindouf où l'Algérie a édifié en face du Maroc tout proche un hôpital moderne. A l'hôpital Bachir Saleh, on manque de médicaments, on manque de réactifs pour l'appareillage d'analyses offert par les organisations humanitaires. Les médecins? La plupart n'ont pas été au-delà de la troisième année à Madrid et ont ensuite rejoint le Front.

Mais quand une femme est hospitalisée, ses enfants de moins de six ans l'accompagnent à l'hôpital, et la récipro-



Le rêve atlantique sur les murs de la piscine, mais les camps sont à 1000 Km de la mer...



que est vraie. A la maternité, une communauté se reconstitue et au pavillon des prématurés une mère — la seule présente ce jour — assise en tailleur sur le lit berce et réchauffe directement son petit. Peut-être la chaleur sociale remplace-t-elle ici la technicité et les moyens matériels?

Des truffes?

Près de huit ans après la proclamation de l'indépendance, les Saharouis ne voient pas encore le bout du tunnel ils ont fait la paix avec les Mauritaniens, ils ont chassé les Marocains des neuf dixièmes de leur territoire de sable et de pierre, mais ils n'entrevoient pas encore la victoire totale.

En 1979, quand il a plu sur tout le Sahara, la végétation a poussé brutale-

ment, drue et haute, jusqu'aux vitres des Land-Rovers. «Alors, on a fermé les écoles et tous les enfants sont sortis pour chercher des truffes». On ne croit pas trop à ce que nous raconte Bechir Ahmed... Puis le sable, à nouveau a bu toute l'eau, qui n'est jamais arrivée jusqu'à la mer. L'aridité lunaire a repris ses droits, le sable a recommencé à voler et, au plus fort des tempêtes, on ne voyait pas plus loin que le bout de son bras.

La lutte des Saharouis est un peu à cette image. Le rêve atlantique dessiné sur les murs surchauffés de l'école du «douze octobre» disparaît bien souvent dans le sable.

Mais ce qui se forge en cette portion de désert impitoyable est le fait d'une volonté de fer, d'une conscience collective admirable, d'un calme total. Loin dans le sud, par une nuit absolument

limpide, nos trois land-rovers arrêtées près d'un bosquet d'acacias, tout le monde s'est mis à rire autour de la théière posée sur la braise dans un creux de sable. Un pays grandiose, démesuré, magnifique.

Sous la lune froide, le sable infini, la végétation totalement immobile: la paix absolue.

Mais à Tindouf, en débarquant de l'avion, le matin de notre arrivée, nous avons croisé ceux qui repartent vers Alger et qui attendent, alignés devant la piste de ciment. Des soldats algériens permissionnaires pour la plupart. Derrière eux, une femme saharouie belle comme toutes ses sœurs dans sa robe colorée. Elle s'appuie sur ses béquilles, il lui manque la jambe droite...

Jean Guéguénat.

NICARAGUA

TABLE RONDE A POITIERS

A Poitiers, il n'y a pas que des magnétoscopes en attente d'être distribués sur l'Hexagone, il y a aussi (et ça n'a rien à voir) un centre universitaire de recherches latino-américaines.

Lequel organisait à la mi-décembre, deux journées sur le Nicaragua. Conférences, cinéma, soirée poétique et musicale, exposition étaient au programme; ainsi qu'une table ronde à laquelle le «Peuple Breton», convié, avait délégué un journaliste. Rencontre à laquelle participaient également des spécialistes de l'Amérique Latine, ainsi que M. Alejandro Serrano Caldera, ambassadeur du Nicaragua en France.

La projection de «Victoria de un pueblo en armas» précédait la confrontation avec un public d'environ 200 personnes qui se révéla être une communication fournie d'informations sur la révolution du 19 juillet 1979, la reconstruction (ou plutôt le gigantesque défi) entreprise



Managua : entraînement des Milices Populaires Sandinistes.

ensuite par le Front Sandiniste de Libération Nationale, la politique actuelle du régime (la question des Indiens de la côte

atlantique ne sera pas éludée), l'environnement géo-politique du pays, son isolement, ses chances d'ouverture...□

Le jeudi 28 octobre dernier, se sont déroulées les élections aux Cortès et Sénat espagnols. La presse hexagonale a unanimement salué l'arrivée des socialistes «modérés» au pouvoir dans cette «jeune démocratie» menacée à la fois par les militaires et les «terroristes basques». Le problème basque devra se résoudre par le dialogue et la concertation ou alors par la force, déclare en substance Felipe Gonzales, avant le scrutin. Voilà les grands mots lâchés. Partout dans les mass média pendant la campagne électorale le problème basque a fait la Une: «*Epine basque dans la démocratie espagnole*». Alors au lendemain des élections quels ont été tout d'abord, les résultats en Euskadi-sud, et quelles en sont les conséquences pour demain ?

Il faut rappeler que l'Euskadi des sept provinces a un statut particulier. Trois provinces au nord (hexagone). Trois provinces autonomes administrées par un «gouvernement basque», et une province bien tenue à l'écart. Les trois provinces du nord (le Labourd, la basse-Navarre, la Soule) ne votant pas le 28 octobre, il faut savoir pour analyser les résultats s'il faut parler des provinces autonomes (le Guipuzcoa, la Biscaye, l'Alava) comme le veut le P.N.V. ou si l'on doit parler de Euskadi-sud c'est-à-dire les provinces autonomes plus la Navarre. Car les résultats sont et ont été toujours sensiblement différents en défaveur des Abertzales. Ainsi en Navarre ils représentent 18,81 % des votants alors que dans les trois autres provinces ils font: en Alava 38,84 %, en Biscaye 53,47 % et en Guipuzcoa 62,08 %. Pour faciliter l'analyse, je prendrai comme entité l'Euskadi-sud, car l'unité des quatre provinces du sud commence aussi par l'analyse globale des résultats. Tout d'abord une remarque importante: le taux de participation 80 % au lieu de 67 % en 1979. Contrairement à d'autres provinces comme l'Andalousie où l'électorat nationaliste est attaqué de plein fouet, en Euskadi-sud, le mouvement Abertzale résiste bien à la poussée du P.S.O.E. et ce n'est pas le raz de marée rose. Certes sur l'ensemble de Euskadi-sud le P.S.O.E. progresse de 11,36 % et représente maintenant 30,95 % de l'électorat basque ce qui le place en tête des résultats. Cependant si l'on remarque une progression rapide du P.S.O.E. les diverses tendances abertzales voient toutes, elles aussi progresser leur électorat.

Une large partie du peuple

Le P.N.V., parti nationaliste basque, de tendance Démocrate chrétienne, moteur du «gouvernement basque» progresse de 2,98 % et passe à 26,66 %. Cette faible augmentation peut s'expliquer pour deux raisons. Tout d'abord le P.N.V. est un parti de gouvernement. Il fait les frais de sa politique notamment en ce qui concerne ses relations avec E.T.A. ou sa position favorable à la construction de la centrale nucléaire de Lemoniz. Le P.N.V. paie donc ses erreurs de gouvernant. Mais sa faible progression peut s'expliquer aussi par le fait qu'il n'a pas grignoté l'électorat du centre espagnoliste dont les voix se sont reportées plus facilement sur le P.S.O.E., espagnoliste lui aussi, plutôt que sur le P.N.V. qui reste avant tout un



D.R.

LES ELECTIONS EN EUSKADI-SUD : ET MAINTENANT ?

parti basque. La coalition E.E., Euskadiko Eskerra, autonomiste et socialiste maintient quant à elle son score: 6,76 % soit plus 0,38 %. Cette légère progression de E.E. peut s'expliquer assez facilement. Depuis 1976 cette coalition soutient la branche Politico-Militaire de E.T.A. Or quelques semaines avant l'élection du 28 octobre une des deux assemblées composante de E.T.A. (PM), la septième, a décidé de se rendre à la police espagnole. Cette reddition a été obtenue par la police grâce à des tractations avec le leader de E.E. Juan Mari Bandres. La reddition contre l'amnistie. Cette affaire bien manipulée par une certaine presse a sans nul doute permis d'apporter des voix à E.E., les voix de ceux qui veulent que la lutte armée de E.T.A. (M) cesse. Ils ont voulu montrer leur soutien à ceux qui affirment qu'il faut cesser la lutte. Certes, cette attitude n'est pas majoritaire dans E.T.A. (PM), existence de la 8^e assemblée, ceci la force d'ailleurs à la surenchère avec ceux qui veulent l'arrêt de la lutte armée. A noter que certains des amnisties de la 7^e assemblée qui se sont rendus sont déjà retournés dans les geôles espagnoles. (Cas de trois personnes arrêtées à Gernica le 10/11). La coalition H.B., Herri Batasuna, Indépendantiste et Socialiste, progresse quant à elle, certes faiblement (+0,31 %), mais son score 14,16 % est le résultat le plus

important de ces élections Euskadi-sud. H.B. soutient en effet la tendance militaire de E.T.A., la tendance la plus radicale, la plus combattue par la police et la droite espagnoliste. Brimades envers les militants d'H.B. arrestations, coups de feu contre les colleurs d'affiches, la campagne électorale d'H.B. n'a pas été simple. Son enjeu était important: 14,16 % de l'électorat basque soutient l'alternative K.A.S. (Amnistie, Retrait des forces d'occupation, police et armée, rattachement de la Navarre, mise en avant de la culture basque, édification du socialisme), et par là-même E.T.A. Militaire. Voilà bien le problème posé pour le pouvoir, 210 000 électeurs soit 40 000 de plus qu'en 1979 (à signaler pourtant la perte d'un siège) soutiennent la lutte armée de E.T.A. Militaire. Pas la «minorité d'excités» mais bien une large partie du peuple basque, représentée par H.B. soutenu par les maoïstes de E.M.K. et les trotskistes de L.K.I.

Et la droite espagnoliste me direz-vous ? En Euskadi sud sa représentation électorale a toujours été faible. La coalition de droite, la soupe aux lettres (A.P., P.D.P., P.D.L., U.C.D.) perd 8,73 % des voix; à noter aussi le démarrage lent du C.D.S. 2,50 %. Le calcul est vite fait. La droite représente 18,88 % de l'électorat basque. Le peu de voix s'explique par

l'existence électorale du P.N.V. qui draine à lui une partie de l'électorat de droite catholique.

Le Parti Communiste Espagnol quant à lui perd 2,56 % de voix et représente 1,55 % de l'électorat basque. Sa faiblesse caractérisée s'explique par le fait de l'existence d'une coalition comme Herri Batasuna qui représente les aspirations de la classe ouvrière basque. Le problème de l'existence du P.C.E. en Euskadi-sud s'était déjà posé quand le bureau pour Euskadi avait posé l'éventualité de l'adhésion à E.E.

Pour leurs frais

Pour demain à la suite de ces élections de nombreuses questions se posent. Bien entendu la première est celle de l'attitude du P.S.O.E. au pouvoir et sa façon d'aborder le problème espagnol en Euskadi sud. Déjà certaines personnalités socialistes ont déclaré: «*Nous allons exiger un effort solidaire sur ce thème: la lutte contre la violence et le terrorisme basque*». La répression va donc continuer. Fin octobre les leaders de E.M.K. maoïstes ont été condamnés à un an de prison pour insultes au roi, la torture continue dans les commissariats, pas de retrait des troupes policières, l'on envisage la levée de l'immunité parlementaire de deux députés de Herri Batasuna pour des propos tenus au cours de la campagne. L'attitude du P.S.O.E. ne diffère donc pas beaucoup sur cette question des façons précédentes. La seconde qui se pose est l'évolution de l'attitude du P.N.V. Ses relations gouvernementales étaient bonnes avec le centre espagnol, mais en sera-t-il de même avec les socialistes? La question n'est pas résolue d'avance, car l'on sait que Felipe Gonzales a participé à la rédaction de la L.O.A.P.A. (loi qui restreint les capacités des provinces autonomes) et se trouve donc en conflit avec le P.N.V. sur cette question. La troisième question qui se pose est celle de savoir quelle sera l'attitude de E.T.A. Militaire. Dans un communiqué paru dans la semaine du 10 novembre E.T.A. (M) réaffirme «*la nécessité de l'existence de E.T.A. tant que durera la négociation des droits élémentaires du peuple basque*». Ainsi ceux qui réclamaient l'auto-dissolution de E.T.A. (M) en sont pour leurs frais. La lutte armée est donc réaffirmée comme moyen d'émancipation de la classe ouvrière basque, mais la possibilité de négociations y est aussi clairement affirmée. Ainsi le député P.S.O.E. de Biskaye, Garcia Damborenea s'est déclaré disposé à discuter de l'alternative K.A.S. Donc l'éventualité de négociations n'est pas abandonnée même après l'exécution le 4 novembre du général Lagos Roman ancien de la division Azul aux côtés des nazis.

Le pouvoir Espagnol sait donc que la juste lutte de E.T.A. (M) et de Herri Batasuna continuera pour l'indépendance de Euskadi réunifiée et pour l'édification du socialisme contre la droite espagnole et les forces de répression. Comme l'a conclu récemment l'hebdomadaire politique basque du nord Enbata dans un de ses éditoriaux: «*on connaît ici l'épisode des couteaux au vestiaire... cela n'empêcha pas Evian*»

Loïc Philippon.

IRLANDE

CE QUI EST A L'ORDRE DU JOUR

Dublin. Ici en Irlande, nous voici en pleine expectative: nous aurons un gouvernement de coalition Fine Gael/Labour Party. Le passage de l'ancien leader du Labour Party (1) au parti de droite Fine Gael peu de temps avant les élections n'empêchera pas Garrett Fitzgerald, leader du Fine Gael, de devoir rechercher un accord politique avec le nouveau leader travailliste, Dick Spring...

Tout le problème, d'un point de vue socialiste, est de savoir de quelle marge de manœuvre les ministres travaillistes disposeront... D'une part, lors de la dernière coalition, antérieurement à l'arrivée au pouvoir en février 82 du Fianna Fail de Charly Haughey, le Labour Party s'était véritablement fait «*blouser*», servant de caution passive à une politique de droite. Espérons que cette expérience malheureuse l'aura rendu plus circonspect et plus apte à défendre les intérêts des travailleurs face à une droite aussi florissante qu'incapable...

D'autre part, Fianna Fail et Fine Gael sont tous deux d'accord sur le principe d'un référendum qui viserait à restreindre encore la législation sur l'avortement déjà draconienne. Il ne s'agit de rien moins que d'introduire un Amendement à la Constitution, sur le problème du «*respect de la vie*»...

Pour paraphraser un livre de Trotsky, «*Les Problèmes de la Vie Quotidienne*» sont vraiment le problème majeur dans le Sud. Et le nœud du problème est là, en partie au moins. On comprend donc que le Workers'Party s'attache tout particulièrement à ces questions d'impôts, d'éducation, de libération de la femme. Nos camarades préparent eux aussi leur Amendement à la Constitution... en vue d'autoriser le divorce, toujours interdit de ce côté-ci de la frontière.

Travail de fourmi

Quant au Nord, c'est le sujet éternellement présent, mais qu'on évite en général dans la conversation courante. Le seul parti à en faire son cheval de bataille est évidemment le Sinn Féin dont le caractère socialiste reste à prouver, tout au moins au Sud. La coloration nationaliste est ce qui semble constituer le ciment essentiel du parti dans la République. Si l'on en croit une récente émission de télévision de la BBC (qu'on ne saurait taxer d'indulgence vis-à-vis du Sinn-Féin)

La récente Ard-Fheis (congrès) du Sinn-Féin aurait vu la droite nationaliste (Ruairi O'Bradaigh et ses amis) évincée au profit des vues socialistes de Gerry

Adams (député au Nord mais boycottant la nouvelle assemblée, de même d'ailleurs que les modérés du SDLP) et des jeunes militants du Nord, plus au fait des problèmes réels des six comtés.

Sans nul doute, il existe une grande différence entre les sentiments communautaires des «*catholiques*» du Nord et ceux de la population de l'«*Etat-libre*»; sans nul doute aussi, les militants du Sinn-Féin n'hésitent pas à organiser les masses du Nord, à mettre sur pied des services d'aide juridique et sociale, etc... Selon ses préjugés théoriques, on qualifiera ceci d'auto-organisation des masses ou (entendu de la bouche d'un militant socialiste gallois) de «*Maffia obligeant les masses catholiques à lui obéir*»... La vérité tient sans doute des deux, en fonction des personnes impliquées et des situations locales...

On peut comprendre, à la limite (abstraction faite du traitement juridique ignoble infligé à la minorité «*catholique*» durant des décennies, jusqu'au Mouvement pour les droits civiques...), les réticences de certains protestants libéraux qui craignent qu'une unification de l'Irlande (à supposer qu'elle soit réalisable à court terme) ne signifie aussi pour eux une soumission à une bigoterie et un conservatisme fanatique qui valent bien, du point de vue de la liberté individuelle, les excès théoriques (pour ne pas parler des applications pratiques) des adeptes de Ian Paisley et autres leaders d'inspiration totalitaire...

Ce qui est à l'ordre du jour en Irlande, aujourd'hui, et particulièrement au Sud, c'est l'établissement d'habitudes de pensée véritablement démocratiques et progressistes. Mais la théorie est une chose, et la réalité une autre, particulièrement en Irlande. «*Gant kolo hag amzer e veüra ar mesper*» dit-on chez nous (2). Le facteur temps est fondamental et le travail d'éveil des consciences est un travail de fourmi. Et si l'avenir nous donne toujours des raisons d'espérer en une Irlande socialiste, par contre le présent est là, dur, et nous laisse sans illusions, un peu tristes peut-être de voir que tout, dans ce pays, semble à recommencer. Aux Irlandais aussi, il reste, comme à nous, «*le parfum violent d'une patrie à construire*» (3)...

Fulup Audinet.

(1) Michael O'Leary.

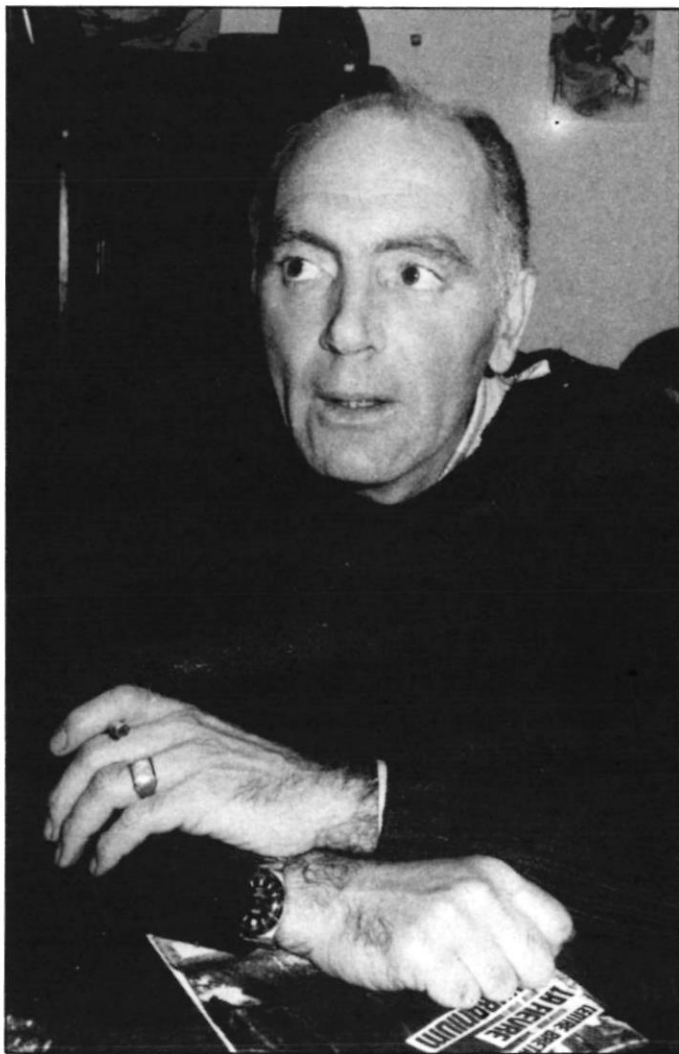
(2) «*Avec de la paille et du temps, les nêles mûrissent*».

(3) Paol Keineg.

Sa carrière de coureur cycliste, amateur et professionnel, aura duré une dizaine d'années. Une période relativement brève, que Michel Nedelec remplira d'un palmarès remarqué : vainqueur de Bordeaux-Paris en 1964 devant Stablinsky, quatre fois champion de France de poursuite, participation à trois Tours de France, recordman de France de l'heure, entre autres... Sa reconversion verra plusieurs étapes, dont l'avant-dernière aura été sa nomination au poste de directeur national de l'équipe de France amateur. La dernière débute en ce mois de janvier : il prend la direction d'une équipe pas comme les autres de coureurs professionnels. Michel Nedelec, 43 ans, nous explique en quoi. Durant cet entretien que nous avons eu chez lui à Plougastel-Daoulas, l'ancien champion ne limite d'ailleurs pas ses propos au sport cycliste. C'est du sport en général dont il est question, où il devient urgent que chaque sportif soit désormais pris dans toute sa dimension...

CYCLISME

MICHEL NEDELEC



Le Peuple Breton

«Le sportif n'étant pas pris dans toute sa dimension, il est contraint de gagner de l'argent uniquement en vue de son reclassement quitte à y laisser sa santé et son équilibre».

Le Peuple Breton : «A 28 ans, au bout de dix années de courses cyclistes, vous arrêtez la compétition. Pour quelle raison, cette «retraite» anticipée par rapport à l'âge moyen des fins de carrières ?

Michel Nedelec : La principale raison est que je n'étais pas d'accord avec certains aspects de l'organisation du cyclisme : en particulier l'inexistence à l'époque de contrôle anti-dopping. Ce qui m'a amené avec les coureurs comme Anglade, Bouvet et Scob à être à l'origine de la création de l'Union Nationale des Cyclistes Professionnels. Il s'agissait également d'une période où le secteur commercial a commencé à prendre le pas sur le secteur sportif. Je prenais conscience que le coureur devenait un produit de consommation et n'était plus un athlète à part entière.

P.B. : Le 31 décembre 82, vous avez quitté votre poste d'entraîneur national de l'équipe de France amateur. Pourquoi cette démission ?

M.N. : Je préciserai d'abord que les responsabilités que j'avais au comité régional en tant que conseiller technique m'ont progressivement été enlevées. J'ai opéré une «descente» du comité régional au comité départemental du Finistère. Mais ça ne m'a absolument pas gêné de mettre mon expérience de vingt ans de militant sportif au service de la fédération départementale. Si j'ai ainsi rétrogradé, c'est pour des raisons de divergence avec la Fédération Française de Cyclisme. Précisément, il y a, à mon sens, un cloisonnement dommageable entre dirigeants et hommes de terrain. Le fond du problème demeurant que le sport continue à ne pas être l'affaire des sportifs (seules les fédérations qui marchent le mieux sont gérées par d'anciens sportifs), il est évident qu'il y a beaucoup à revoir quant à la conception technique et à l'organisation du cyclisme actuelles.

P.B. : Une optique qui a dû vous valoir

quelques problèmes durant votre mandat d'entraîneur national ?

M.N. : Pour prendre les choses au départ, lorsque je m'occupais de la Commission nationale du cyclisme professionnel en tant que représentant de l'U.N.C.P., le secrétaire général de celle-ci m'a fait savoir que Robert Houbron partait en retraite. Je me suis décidé à poser ma candidature. Mais j'ai dû patienter un an. Si techniquement ma personne n'était pas mise en cause, elle l'était politiquement. J'étais et suis membre du parti communiste et ne m'en suis jamais caché. Je passerai rapidement sur les campagnes sournoises, lettres anonymes et autres attaques personnelles. Ma nomination (pour quatre ans) est enfin arrivée, et j'ai consacré tout mon temps à ce poste. Mais quand on voit qu'on n'est pas suivi et qu'on continue à vous mettre des bâtons dans les roues (les technocrates d'un côté, les hommes de terrain de l'autre)

tre), ce n'est pas évident. J'ai gêné à partir du moment où j'ai commencé à former des coureurs et à acquérir une audience dans le secteur professionnel. Je suis parvenu à chambouler cette pratique qui veut qu'au bout de deux ans de contrat, un coureur pro est mis à la porte s'il ne donne pas satisfaction. Sur le terrain, j'ai exigé qu'on ait une politique de jeunes. C'est-à-dire ne pas fabriquer des machines à pédaler mais promouvoir le sportif dans toute sa dimension: le sportif et l'individu. Je pense que mon expérience de dix ans de sportif de haut niveau a pesé dans cette action.

A trop presser le citron...

P.B.: Autre raison de votre démission: vous prenez avec Pierre Rivory la direction d'une équipe professionnelle dans la région de St Etienne (1). Pourquoi précisément là-bas?

M.N.: Au cours de pas mal de balades en France, j'ai fait beaucoup de rencontres. Des affinités ont été particulièrement évidentes avec l'Union Cycliste de St-Etienne Pélussin. En mai 82, on m'a posé la question: démission ou pas? J'ai dit oui tout de suite: le poste d'entraîneur national est plus «important», mais les obstacles répétés m'ont conduit à essayer d'être efficace ailleurs.

Nous partons donc d'un club qui va créer sa section professionnelle. On veut en finir avec le fait de former des gens qui fichent le camp dans les équipes pros. Un contrat signé par chacun avec le club constitue l'engagement moral principal. Evidemment, dans le contexte politique et économique actuel, il n'est pas question d'éviter la sponsoring. Mais on laisse sa place, et uniquement elle, au sponsor, à savoir apporter des fonds. Nous n'avons aucune envie de nous retrouver avec comme conseiller sportif le directeur commercial d'une entreprise. On voit à quoi mène cette pratique: les exigences publicitaires et économiques sont telles qu'elles se font plus d'une fois au détriment des hommes et donc de leurs résultats, à force de trop presser le citron des coureurs. Le club a décidé



Photo - Roger Magueur

Circuit du Diouris en 1980 - De droite à gauche, Mazé, Le Brun, Salaun et Gérard Kerbrat qui depuis est passé professionnel: il ira courir à l'U.C. Pélussin (lire encadré).

d'avoir une publicité honnête, qu'elle n'empiète pas sur le domaine sportif. Et d'avoir des finances saines. Voyez l'exemple d'équipes qui se montent avec des budgets démentiels, et au bout de six mois, les coureurs ne sont plus payés. Où va l'argent?... Au club, le budget, tout comme la programmation de courses de l'équipe seront faites collectivement.

P.B.: A quoi voulez-vous arriver exactement?

M.N.: Nous voulons parvenir à une démocratisation du sport en général, cycliste en particulier. Ce ne sont pas que des mots. Il s'agit de promouvoir le sport au niveau régional. De donner

toute leur importance aux instances tels les comités régionaux et départementaux, qui peuvent être associés à des clubs qui sont la cellule de base du sportif. A propos de clubs, il faudra bien un jour réformer leur fonctionnement. Leur regroupement, par ville par exemple, est souhaitable, de façon à éviter un type de sponsoring qui va jusqu'à toucher les amateurs. Cette question de l'argent devra être posée aux Conseils municipaux, généraux et régionaux. Ce que représente l'investissement du foot-ball dans le nord-Finistère par rapport au cyclisme, c'est démentiel! Chaque patelin a son terrain. Le cyclisme, qu'est-ce qu'il a? Pratiquement rien.

Un métier pour après...

P.B.: Mais je suppose que le cadre administratif et technique n'est pas tout...

M.N.: Effectivement, il y a aussi l'aspect économique. Un cyclisme pratiqué dans une région, de façon cohérente, a beaucoup plus de chance de tendre vers une élévation du niveau général des coureurs. Il en découle une élévation de la recherche scientifique, de l'industrie (entre autres) du cycle, donc une incidence favorable sur l'emploi. Ça implique également une évolution de l'aspect humain, peut-être le plus important. Savez-vous qu'actuellement certains coureur sont en compétition 250 jours par an? A ce stade-là, le sportif devient un robot. Sa vie familiale, son épanouissement individuel sont parfois gravement perturbés. On crée les conditions pour que sa reconversion soit basée sur l'argent. En clair, on ne prend pas le sportif dans toute sa dimension, ce qui le contraint à gagner de l'argent uniquement en vue de son reclassement, quitte à y laisser sa santé et son équilibre.

ET DE SEPT !

Tenter de lier sport de masse et sport de haut niveau, telle est la démarche de l'Union Cycliste de St-Etienne Pélussin qui lance, dès ce mois de janvier une équipe professionnelle (elle sera la 7^e formation sur le plan hexagonal et ne comportera pas de coureurs étrangers), qui sera dirigée par Michel Nédélec et Pierre Rivory (fondateur de l'équipe de France amateur).

«Une démarche bien reçue par les coureurs, car ils savent qu'elle est une évolution nécessaire», nous dit M. Nédélec, qui ajoute: «Pour la sponsoring, ce sera peut-être moins évident! Nous savons pas pour l'instant que la Scopd-Manufrance va nous équiper en cycles. Mais ce ne sera pas suffisant».

Ce n'est pas pour autant le brouillard. Selon les promoteurs du projet, en effet: «La création d'une équipe professionnelle ayant ses racines, ses structures et son orga-

nisation ancrées dans la vie sociale et sportive locale, est un événement de première importance pour la promotion et la vulgarisation de la pratique du sport cycliste; l'insertion sociale des sportifs de haut niveau; l'impact populaire que doit conserver la compétition cycliste; le soutien actif des populations, l'apport indispensable des bénévoles et l'organisation locale de compétitions de grande valeur. En cela, nous voulons correspondre aux besoins de notre temps, pour la discipline sportive qui est la nôtre, avec l'importance grandissante des temps libres».

Pratiquer dans un même club, l'éducation sportive, l'initiation à la compétition et la compétition de haut niveau, contribuer à une surveillance médicale spécialisée, sérieuse et de haut niveau, contribuer également à une rénovation du statut des coureurs professionnels, provoquer l'unité du sport de masse et du sport de haute performance, être un élément du développement économique d'une région, telles sont quelques-unes des ambitions du club.

(1): Équipe professionnelle de cyclisme ST-Etienne Pélussin, 53, rue du Vernay, 42000 Saint-Etienne.

Au Club de St Etienne Pélussin, un plan de carrière pour chaque sportif de haut niveau sera fait. Il consistera à essayer (bâtons dans les roues!) de préparer sa reconversion sociale en fonction de ses aspirations. Une démarche qui, si elle « prend », implique un engagement gouvernemental total. Si on n'attendait rien d'un gouvernement de droite, ce n'est pas le cas pour un gouvernement de gauche: il n'a pas le choix, et il est logique qu'il aille dans le sens d'une intégration de la carrière d'un sportif dans sa vie sociale et familiale. Concernant les sportifs de haut niveau par exemple, il faudra adapter les programmes d'enseignement en France à leur fonction de sportif. Si celui-ci se destine à tel métier après sa période de courses, il lui faudra pouvoir disposer d'un enseignement adapté, éventuellement étalé sur un nombre d'années supplémentaires, avec des périodes d'examen en fonction des saisons sportives. Industrie, Éducation, Jeunesse et Sport, Fonction publique... tous les ministères sont concernés. Un sportif de haut niveau doit pouvoir avoir un métier pour après. Et si on en vient à la régionalisation, pourquoi ne pas imaginer des contrats de reconversion et d'embauche avec les grandes entreprises d'une région? Je me souviens d'une étape du côté de Chartres. On s'était arrêté dans un café. Au comptoir: un clochard. On nous a dit que c'était le boxeur Dauthuille. Vous vous rendez compte? Et les autres, tous les autres, qu'est-ce qu'ils deviennent une fois qu'ils ont fini leur carrière? Les rares qui ont de l'argent s'en sortent...

P.B.: Mais vous ne pouvez pas reprocher aux gens de vouloir gagner de l'argent...

M.N.: Ecoutez. A une époque j'ai dirigé une école de cyclisme de gosses de 6 à 12 ans. A la question: «Pourquoi tu fais du sport?», ils m'ont régulièrement répondu que c'était pour s'acheter un avion, une mercedes, une ferme, etc... En résumé, ils voulaient sortir de leur milieu social. Mais si on prend les chiffres, qu'est-ce qu'on voit? A côté des 100.000 «amateurs», licenciés à la F.F.C. (sans compter les autres fédérations, F.S.G.T., cyclotouristes...), on trouve environ 80 coureurs «professionnels» en France. On peut estimer que cinq gagnent beaucoup d'argent, vingt vivent confortablement et 55 sont des smicards. L'image du sportif qui sort de son milieu social en devenant millionnaire en prend un vieux coup, non? Une image qui est d'ailleurs largement entretenue par les media. Pour la presse sportive, il est plus facile de titrer en permanence sur une vedette, ou de la fabriquer. Parce que ça revient moins cher que d'aller dépendre un exploit sportif où qu'il se réalise — avec les frais de correspondants de presse que ça implique. Au passage, vous pouvez en dire autant de la culture: voyez ce qui se passe avec la chanson, le cinéma, etc...

Un vélodrome à Brest

P.B.: A propos d'amateurs et de pros, un tour de France «open» cette année, ainsi qu'il en est question, ne serait-il pas un début de solution?

M.N.: L'open permet seulement la confrontation. Il ne va pas au-delà c'est-à-dire qu'il ne solutionne pas des pro-

Un vélodrome à Brest ? c'est acquis. Son importance sera bien sûr locale, mais devrait aller bien au-delà.

Notre photo : Michel Nédélec (à droite) passe le relais à Jean Raynal sur la piste des six jours de Bruxelles en 1967. Au second plan, on reconnaît Peter Post.



D.R.

blèmes comme celui de l'olympisme, où les professionnels ne sont pas acceptés au J.O. Lors de sa dernière assemblée générale, l'U.N.C.P. s'est prononcée en faveur de la suppression de la hiérarchie entre les sportifs de haut niveau, à savoir pour la licence unique. C'est la solution: elle seule peut permettre de faire sauter tous les butoirs, de façon à ce que les meilleurs cyclistes du monde puissent se rencontrer. Pour mémoire, dans les pays de l'Est, le coureur est en quelque sorte «sportif d'Etat».

P.B.: Autre aspect important du cyclisme: la formation des éducateurs de clubs...

M.N.: La F.F.C. pose actuellement le problème de cette formation. Mais où elle fait fausse route, c'est qu'elle n'en définit pas les moyens. Il serait faux de dire que les éducateurs n'ont pas de compétences. Mais il y a un ras-le-bol que j'ai constaté, c'est celui du bénévolat (une notion aussi dépassée que celles d'amateurs et de «professionnels»). Il leur faut donc des moyens pour être davantage efficaces. Que ça devienne une affaire municipale. Quand on voit les subventions, c'est se ficher du monde! Le budget du Comité départemental du Finistère pour 82 était de 58.000 F.

P.B.: Le public... Pourquoi se masse-t-il toujours aussi nombreux au passage des coureurs?

M.N.: Bien qu'il ait encore mal compris que le sport cycliste est un sport individuel, mais couru d'abord par une équipe, le public a toujours autant le respect de la performance, et à l'admiration des efforts d'un individu dans la réalisation de sa performance. J'ajouterai qu'un athlète reste l'ambassadeur du sport... comme si le sport était un monde lointain auquel le public ne peut pas avoir accès.

P.B.: L'installation d'un vélodrome à Brest sera une petite révolution dans le monde du cyclisme. Vous pouvez nous en dire un peu plus, au sujet de cette piste?

M.N.: L'idée est partie de l'Association pour la création d'une piste cyclable à Brest (l'A.C.P.C.B., qui regroupe tous les clubs brestois et des environs, et qui doit s'éteindre le jour où le vélodrome se créera. Je pense d'ailleurs qu'il faudra qu'elle continue sous une autre dénomination). C'était une revendication légitime: à Brest, les secteurs sportifs comme la voile, la natation, le foot, le tennis sont développés, mais pas le cyclisme. C'est donc acquis: on souhaiterait que les travaux débutent fin 83, début 84. Il s'agit de quoi? De créer un foyer d'animation culturelle permanent. Là aussi, ce n'est pas qu'une formule. C'est bien reçu de parler de cinéma, de théâtre quand on parle de culture. Et pourtant, le sport en fait partie intégrante. Il faut que ça devienne une réalité. Une piste cyclable, c'est l'école de base de la formation du cycliste. Elle constitue de plus un spectacle permanent, soit sur place, soit avec le concours des media comme la T.V. Techniquement, il faut savoir que 90 % des vélodromes en France sont moribonds, parce qu'à ciel ouvert. Actuellement, il n'existe plus, depuis la disparition du Vel d'Hiv' et de la piste de St-Etienne, qu'un vélodrome couvert, celui de Grenoble, et encore est-il loin des possibilités du Vel d'Hiv'. C'est une réplique de ce dernier qui sera construit à Brest. D'où son importance à venir qui sera bien sûr locale, mais aussi régionale, nationale et probablement internationale. Je dirai enfin qu'il est intéressant que le Conseil municipal de Brest ait été très réceptif à cette proposition, même s'il a été laborieux de la faire admettre. Je pense que les élus brestois doivent voir l'A.C.P.C.B. comme un allié privilégié.

Propos recueillis par
Pierre Gallais.

(1) Lire encadré.

UN JOUR
AVEC...

YVON LE MEN

Photo - Michel Le Cam



«L'école m'apprenait le maniement du langage, comme l'armée le maniement des armes; j'étais déserteur de la littérature: pas d'objection de conscience sur les bancs des écoliers de l'insoumission». Un peu dommage qu'Yvon Le Men ne dise plus sur scène ses premiers textes (ici, un extrait de «En espoir de cause»). C'est plutôt bien fichu, non?

POÉSIE

LA PAROLE CONTRE LE DISCOURS

Lannion, ville du Trégor, pays où il est né et aime à se retrouver, où donc, tout naturellement, nous prenons rendez-vous.

C'est un des premiers jours froids de cet automne finissant... «Poète, vous avez dit poète? C'est pas un métier, ça!». Aussi, (l'apostrophe étant plus répandue qu'on ne le pense), Yvon Le Men préfère-t-il répondre «écrivain» en certaines circonstances. Non pour rester dans le vague, se protéger derrière une sorte d'anonymat, mais parce qu'elle est parfois l'étiquette la plus «accessible». Combien de fois l'enfant de Tréguir ne s'est-il pas trouvé, à l'occasion de ses nombreux déplacements, en face d'un douanier qui, devant sa réponse, a dit: «Bougez pas, on va vérifier». Quelle aurait été sa réaction si le voyageur avait répondu: poète! A noter que nous n'avons rien contre les douaniers: simplement, «administration» et «poésie» n'ont jamais rimé, même et surtout pas en vers libres.

A trente ans cette année, Yvon Le Men a déjà dix ans d'écriture et de spectacles poétiques. Le démarrage ayant été une soirée d'octobre 72, où il dit cinq de ses

poèmes dans un spectacle de soutien aux grévistes des Kaolins de Plémet. C'est ensuite en 1973 qu'il adhère à la coopérative Nevenoe, lancée sur une idée de Gérard Delahaye et Patrick Ewen. On y retrouve également Melaine Favenec, Annkrist, Kristen Nogues, Talbenn et quelques autres. L'expérience (réussie, car la coop. a marché) prendra fin en 78, date à laquelle les éléments fondateurs partiront chacun de leur côté. «Nevenoe, ça nous a permis d'apprendre une certaine qualité de travail» dit Y. Le Men. «A bâtir aussi des relations entre nous, qui d'ailleurs n'ont pas changé. La coop. nous a aussi permis de devenir pros, de ne pas être seul, de découvrir également que toutes les boîtes de disques ne sont pas forcément pourries, puisqu'on est parfois arrivés à rencontrer quelqu'un qui a dit: oui».

Combien ça vaut?

Au soir d'octobre 72, il se rend bien compte que quelque chose a eu lieu. Le public lui répond, à lui qui n'a «pourant pas appris le métier». Sa place est désormais sur scène, raconte-t-il, pour la chose la plus belle qui puisse arriver à quelqu'un: faire ce qu'il aime.

Soit seul, soit avec des musiciens, le groupe tregorrois «Touseg Nij», Yvon Le Men parcourt la Bretagne et l'étranger. Avec des comédiens aussi, puisque le Théâtre du Totem (St-Brieuc a donné trente-trois représentations d'une adaptation de son livre «Le pays derrière le chagrin»). Avec des artistes également, tel Jean-Luc Bourrel: «Le peintre le plus inconnu que je connaisse! Et pourtant...».

«C'est dur de vendre ce qu'on aime. Combien ça vaut un sentiment? On «vend» un spectacle en fonction du public que l'on a: ce sera différent si je suis en Bretagne, en Espagne, en Suisse, en Belgique, en Finlande... Etant mon propre impresario, je «m'augmente» moi-même. Vous savez, si un jour les boulangers décident pour une raison donnée de ne plus faire de pain, leur revendication sera rapidement satisfaite: on a besoin de pain. Si les poètes arrêtent d'écrire: c'est dans vingt ans qu'on le saura! Et pourtant, si les gens viennent nous écouter, c'est bien parce qu'on est un peu une part d'eux-mêmes, non?...».

De cet aspect économique de la vie d'un poète, s'il n'aime pas trop en parler, Yvon Le Men en a néanmoins une vision plutôt lucide: «Quand vous faites un métier que vous aimez, vous le faites bien. A partir de là, on ne devrait pas être payé «moins» parce qu'on a plaisir à le faire, mais être payé «plus» parce que ne pas donner une valeur à, par exemple, un tableau, c'est accepter qu'il vaille des milliards. Et ne pas donner de valeur à un poème, c'est accepter que le poète crève de faim. Il faut trouver un milieu».

Il n'existe par contre pas de «juste milieu» dès qu'on aborde la question de la célébrité. Selon le poète, on ne peut pas être, au bout d'un certain nombre d'années, à moitié connu: en la matière, c'est tout ou rien. Pour Y. Le Men, puisqu'on vend quelque chose et qu'on veut en vivre, c'est une nécessité économique que d'en vendre beaucoup. Tout comme à long terme arrive la nécessité

LA MONTRE

Photo - Jérôme Roguez



**Ma montre a l'âge de mes grands-parents
Les aiguilles ne tournent jamais l'une sans l'autre
Fidèles à qui leur sont fidèles
Elles avancent de moins en moins vite
Comme si elles voulaient retarder l'heure
Où elles ne marcheront plus**

Y.L.M.

d'être connu. «Mais je veux aussi avoir ma vie» poursuit l'écrivain. «Quand vous êtes connu, la rumeur, la calomnie naissent; il n'est pas normal que quelqu'un réussisse; ça cache quelque chose, et surtout ça impressionne».

Y. Le Men parle alors du petit rôle qu'il tient dans le film «Ville d'Ys» de Michel le Bris, qui doit passer sur FR3 hexagonal au printemps prochain: les gens sont plus fascinés par ces quelques minutes de rôle que par les quatre livres qu'il a écrits. «A force de voir défiler des têtes à la T.V., on pense qu'on les connaît et, surtout, on pense qu'ils nous connaissent».

Pour le jeune tregorrois cependant, l'implication première de la célébrité c'est: être fêté, être célébré par des gens. C'est dit-il, «sortir de l'anonymat puisqu'on est protégé par la lumière. C'est dire au public: il ne peut rien m'arriver puisque vous êtes là. Pas besoin d'un château et de quinze hectares, puisque mon pays c'est la Bretagne et que je m'y sens en sécurité, que j'y suis accepté».

Un boulot à faire

Au fait, c'est quoi la poésie? Voilà bien une question à ne pas poser à quelqu'un dont c'est la (pré)occupation principale... et quotidienne.

Il parle d'elle comme «la part de notre ciel, notre ciel sur terre» et ne l'apparente pas à la littérature, mais à la musique, la «musique première». Chaque mot a sa musicalité, il lui faut la rechercher, tout comme il doit trouver le rythme d'un poème par le travail, mais aussi parce qu'il est musicien quelque part.

Pour Yvon Le Men, théâtre, mime, musique se marient bien avec poésie. «Je crois au geste, au son et surtout à la parole. Quand on nomme les choses, elles se passent, elles existent. Si vous dites le mot «étoile» vous la voyez. Et c'est parce que je suis convaincu que je la vois. Si les gens m'écoutent, c'est parce que je ne mens pas. C'est à la fois ma force et ma faiblesse. Je suis davantage un acteur qui pose un acte en allant sur la scène; le comédien, lui, est moins limité, il est au service d'un rôle différent à chaque fois. Moi, si je change de peau, c'est que j'écris des choses différentes que celles d'il y a dix, cinq ou un an. Je vis à chaque fois ce que je dis, ce que je viens d'écrire. Pour évoluer, je ne pourrai pas dire un de mes poèmes écrit il y a quelques années. Mais les poèmes des autres, si: je dis un texte assyrien vieux de 4500 ans!».

Cette façon d'être moderne, c'est-à-dire «d'être contemporain avec soi-même, de devenir sans arrêt», Yvon Le Men admet que, si elle n'est pas bonne pour sa carrière, elle l'est pour sa vie: répéter les mêmes poèmes pendant des années, il ne pourrait vraiment pas...

Autre précision du personnage: si le poète a un boulot à faire, c'est bien de mettre de la lumière là où il y a de l'ombre. Pour lui, il ne s'agit en aucun cas de naïveté, mais bien plutôt d'espérance. Et ceci sans quitter le moins du monde le réel, où chacun peut trouver le merveilleux, l'éternel, comme l'amour qui est sans doute le seul sentiment d'éternité qu'on ait en nous.

Parenthèse sur l'amour avec cette réflexion d'Yvon Le Men sur la femme:



Photo Michalowski

Qui as-tu rencontré aujourd'hui ?
Un homme aux mains pleines de terre et d'oiseaux
Au corps travaillé par le temps et l'outil
Au cœur ouvert par la faim et le froid
Et qui dit :
Comment peut-on savoir quand quelqu'un souffre ?
Un homme précieux, mon voisin

Qui as-tu encore rencontré aujourd'hui ?
Une femme aux mains pleines d'encre et de poèmes
Au corps travaillé par le désir et les larmes
Au cœur ouvert par l'enfant et l'ami
Et qui dit :
Ne souffre pas, aie confiance je t'aime
Une femme précieuse, ma voisine

Et qui veux-tu rencontrer demain ?
La vie aux mains pleines d'odeurs et de couleurs
Au corps que l'on se donne, le songe sur l'oreiller
Au cœur que l'on partage le coude sur la table
Et qui dit :
Tu ne souffriras plus
Une vie précieuse, la nôtre

Y.L.M.

« C'est l'étrangeté de l'homme. La meilleure façon de lui accéder, c'est par le sensible, avec tous les risques que cela comporte ». Il raconte avoir lu des textes du « Pays derrière le chagrin » (qui est un poème d'amour à une femme) à des détenues de la prison des femmes de Rennes. Une grande émotion a passé. Pour certaines, des pleurs...

Revenons à « l'éternité ». Pour Yvon Le Men : « C'est apprendre à trouver dans sa vie toutes les dimensions qu'elle possède. En ce sens, je ne suis pas coupé de la réalité : j'y suis même en plein car j'essaie de lui donner tout son goût ».

A l'entrée du jour

A discuter avec Yvon Le Men, on a vite l'impression de ne pas se trouver en face d'un rêveur — mot pris dans le sens

péjoratif qu'on lui connaît. A l'écouter, on se rend compte qu'un poète peut ne pas en être un, surtout s'il a décidé de vivre de sa poésie — démarche qui a rarement été évidente, et surtout pas en ces années 80.

Ses projets : un film d'une heure, réalisé par Mari Kermareg, et une émission hebdomadaire qui débiterait cette année, qui est actuellement déposée à la commission des programmes de FR3. Titre : « Il fait un temps de poème ». Il en serait le producteur. « Ce serait une émission homéopathique et régulière. Parce que huit minutes sur un jour par semaine, ça ne risque pas d'ennuyer les gens. Et puis, c'est un peu un travail de terrassier qui creuse une tranchée. Là il s'agira de découvrir la poésie au fil des semaines. Cet autre monde qui est en nous ».

Yvon Le Men explique que l'émission offrirait « un poème, un monde ». Une constante : le rapport avec l'oralité. Une ouverture : tous les temps, tous les pays. Ça irait des poètes bretons aux poètes occitans, en passant par les auteurs traditionnels finlandais, des extraits de la Bible, sans oublier la poésie rock pour laquelle Y. Le Men compte demander l'assistance d'une personne compétente. La musique, l'architecture, la peinture, la sculpture viendraient s'intégrer à ce court spectacle.

Dans le domaine littérature, Yvon Le Men recherche actuellement un éditeur pour son 5^e livre : « A l'entrée du jour », qu'il compte publier dans le courant de cette année. Après « Vie », « En espoir de cause », « Dis », « Le pays derrière le chagrin », ce nouveau recueil, le poète l'estime moins « tragique » que le précédent. Cette fois, avec davantage de touches de lumière, c'est le livre de « quelqu'un qui a envie de se lever, et après un échec a envie de dire un peu « oui » parce que nous vivons ».

A relever les difficultés de l'écrivain à publier ce cinquième ouvrage. Curieux, tout de même, cette attitude de refus des éditeurs envers quelqu'un qui a un public plutôt important. Pour Y. Le Men : « Si j'ai réussi, par mes seuls moyens, à me constituer un public, il n'y a aucune raison pour que les éditeurs ne trouvent pas les moyens d'éditer et de diffuser mes livres ».

Xavier Grall : il est temps...

Nous parlons « livre », cet objet qui a une relation unique : le silence. Et vivre bien en silence, continue le poète, c'est être débarrassé de sa peur, c'est être heureux. Le livre est donc un outil de la liberté à cause de ça ; c'est un monde.

Ses poètes préférés ? Jean Malrieu, Eugène Guillevic, Kenneth White, Rainer-Maria Rilke, Eluard, certains poètes nordiques, turcs...

Et bien, sûr, Xavier Grall. « Lorsqu'il est mort, quelqu'un a parlé de lui en tant que : Xavier de toutes les Bretagne. C'est vrai ; on n'avait pas tout de lui, mais une part de lui était en nous. Xavier était un ami. C'était un homme de bonne volonté et qui en tant que journaliste, a défendu des causes comme celles luttant contre l'Algérie française, contre l'apartheid en Afrique du Sud. Il est temps d'arrêter de dire qu'il était un admirateur du fascisme. Il n'a pas écrit un livre, mais quinze. Il s'est passionné pour des gens qui étaient loin d'être des fascistes, comme Rimbaud, Lammenais, James Dean ».

Ou le Christ... A ce propos, Yvon Le Men rappelle : « Dans son œuvre, il a voulu allier la promesse qui venait du Christ dans la Palestine d'avant l'Eglise-institution, avec la célébration des éléments à caractère celtique, l'eau, le vent, le feu. Il en a parlé en évitant de tomber dans l'ornière de l'Inquisition et du beau barbare blond... ».

Le poète conclut : « A entretenir ce qui n'est pas vrai, on finit par créer la haine. C'est le principe de la foule déchaînée. On hait parce qu'on ignore. Quand on sait, on a moins de chance de haïr. La haine, c'est la nuit ».

Pierre Gallais.

* Les deux poèmes sont extraits de « A l'entrée du jour ».

GALLO

La «Cosmochérette» ou la soûlerie des mots

Théâtre en gallo, ou théâtre sur le terrain. C'est-à-dire parmi les gens qui le parlent quotidiennement. La formule se vérifie ce soir à Plédéliac, en Penthièvre.

Du fond de la salle, quatre combinaisons blanches s'agitent. À l'intérieur, trois gars, une fille. Ils sont juchés sur un engin encore indéterminé. Discours, l'histoire démarre. Comme l'engin en question, qui s'avance dans la rangée du milieu: c'est une carriole rose qui, parvenue à son terme, voit ses deux ailes de bois déployées. Elle est parée au lancement. Les occupants jouent les cormorans, et la traversée s'effectue sans heurt jusqu'à la planète Mercure. Nous sommes en l'an 2082: la «Cosmochérette» est bien arrivée, et on va voir ce qu'on va voir...

Plutôt délirante cette pièce d'Albert Meslay (qu'il a tirée d'un de ses contes), où l'on assiste aux pérégrinations des Ber-

ton dans un monde inconnu, et à l'attention duquel ils ne se privent pas de commentaires. Le tout en gallo, avec le sel que l'on devine, mais avec un additif: c'est bourré de jeux de mots, l'auteur profitant de l'occasion pour se livrer à des pirouettes de langage en inventant des termes surprenants.

Côté mise en scène, c'est moins évident. Elle est assurée par l'A.D.E.C. (Art Dramatique, Expression, Culture) et ce de façon épisodique, son metteur en scène s'occupant d'autres troupes de la région. Résultat: au bout d'un an de tournée (interrompue de juillet à novembre) le jeu s'essouffle un peu à cause de ce suivi, ponctuel mais aussi en raison d'une certaine lassitude. Après la représentation, l'un des comédiens (ils sont une dizaine, tous non professionnels) dira, en exécutant un geste large de ses

bras, puis en le réduisant de moitié: «Avant, on en faisait comme ça. Maintenant, ça se réduit à ça. C'est sûr qu'on a moins la pêche qu'au début.»

Et pourtant... Si le côté trop statique de la majorité des jeux de scènes finit par gêner, la pièce est «sauvée» par les entrées de personnages totalement imprévus, toujours loufoques, parfois hilarants, qui à chaque fois réveillent un intérêt qui s'assoupissait. Il en est ainsi d'un gourou-gallo qui ira serrer la main d'une bonne trentaine de spectateurs qui pouvaient difficilement faire autrement que de la lui rendre, tant la superbe du personnage déroutait.

La troupe lamballaise des «Cosmos Pouers» continue à tourner de bourg en bourg, et même en ville (Saint-Brieuc). Si vous avez l'occasion...

P.G.



D.R.

CINÉMA

«UNE CHAMBRE EN VILLE»

Nantes, toujours



Richard Berry, Dominique Sanda et Danielle Darrieux

Avec Jacques Demy, on ne sait jamais si c'est le cinéma qui est la vie ou la vie qui est du cinéma. On vérifie une fois encore avec «Une chambre en ville», tragi-comédie musicale où le temps d'une grève aux chantiers navals de Nantes en 1955, se nouent les destins des personnages selon les règles du jeu de l'Amour et du Hasard, — thème ô combien cher à l'auteur. C'est le mélo, mais transformé en opéra, grâce à la dose de savoir-faire qui transforme tout et évite à chaque seconde que tout ne sombre dans le ridicule. Pas de doute, Demy a acquis la pleine maîtrise de son art, tout le monde est d'accord là-dessus, pour preuve le fameux manifeste des critiques de cinéma visant à imposer son œuvre face à des productions de moindre qualité, mais plus gâtées sur le plan promotion... Parfait. N'empêche que... tant de perfection ne saurait faire oublier «Lola», son premier long métrage tourné en noir et blanc faute de fric, mais lumineux, charmeur et pétillant comme certains films de Truffaut. C'était à Nantes, déjà, ville natale du réalisateur d'où sa mythologie des ports: Nantes, Cherbourg, Rochefort —, sous les verrières du Passage Pommeraye, Lola courait sur ses talons aiguilles, elle chantait sa petite chanson nostalgique sur le Quai de la Fosse, et celui qu'elle attendait revint comme par magie au bout de sept ans pour l'enlever dans sa super bagnole et nous faire croire — une fois n'est pas coutume — qu'il y a toujours un happy-end aux belles histoires...

D.R.

«MOURIR A 30 ANS»

Ce mois de mai là...

En mai 68, Michel Ricanati était le représentant des Comités d'Actions Lycéens, 4^e leader aux côtés de l'historique trio Geismar-Sauvageot-CohnBendit. Il était de toutes les réunions, de toutes les manifs, de tous les meetings... Et puis il y avait Romain Goupil, son copain d'adolescence, son complice, son double, lui aussi de tous les «coups», mais en voyeur car passionné de cinéma, promenant sa caméra fascinée sur les barricades, et aussi sur les faits et gestes de Ricanati, comme s'il avait déjà pressenti la nécessité d'un testament... À travers un montage de ses films et de témoignages de proches, Romain Goupil a donc retracé leur itinéraire commun, de l'épopée exaltante que fut ce mois de mai-là et le gauchisme qui s'ensuivit au tout début des années 70, jusqu'à l'essoufflement d'une pratique militante sclérosée autant que sclérosante... Pas un instant, pourtant, il ne s'agit d'un parcours d'ancien combattant, mais au contraire d'une évocation originale, intimiste, car esquissant le por-

trait d'un être, en passant par l'évidence du lien profond unissant les deux copains embarqués dans la même aventure, et la fascination qu'exerce celui qui garde son mystère sur celui qui cherche à comprendre. Puis avec la faillite du mythe révolutionnaire, vint l'effondrement des rites sécurisants du militantisme refuge et le naufrage personnel d'un homme: contenue tout au long du film, l'émotion n'éclate — totale — qu'à la fin, dans la lecture que fait le réalisateur de la dernière lettre qu'il reçut de Michel. Le voile se déchirait. Il avait n'avoir joué qu'un rôle de composition trop grand pour lui, pour se donner l'illusion d'être fort, il voulait enfin se retrouver lui-même pour retrouver la vie. Mais le héros était fatigué, — qu'est-ce que le pouvoir puisqu'il ne faut qu'une seconde pour vouloir tout quitter? —, et pour qu'il se brise il suffisait d'une fêlure — l'absence du vrai père —, et d'un drame irréparable — la mort d'une jeune femme aimée. Michel Ricanati s'est suicidé un jour de mars 1978. Loin de le trahir, Romain Goupil a su nous parler de lui.

LIVRES

AMÉRIQUE LATINE

G. G. Marquez

Que dire d'un auteur lorsqu'il vient d'être promu Grand Prix Nobel de Littérature? On se penche alors sur sa vie, on élabore des hypothèses, on s'y conforte surtout lorsque celui-ci nous vient de Colombie. Il est alors celui qui dénonce, qui se moque, qui nie l'absurdité d'un régime, celle d'un pouvoir. On se plaît à regarder la photo de cet écrivain. Son teint basané, sa chevelure frisée, sa belle moustache, c'est bien un représentant de l'Amérique Latine. Et à juste titre on applaudit, nous, les Occidentaux, on fait ainsi partie de la révolte, on insulte, et c'est tant mieux, les armées bottées et casquées qui défilent là-bas au pas cadencé. On fait une belle grimace à ces généraux qui nous feraient rire, s'ils n'étaient aussi abjects. On brave par ce choix un pouvoir tyrannique, oublieux que notre silence d'avant a peut-être contribué à son installation. Alors, une victoire, oui bien sûr, mais aussi une défaite. A saluer un peu tard celui qui dénonce, celui qui témoigne, on est dépossédé de l'histoire — l'histoire humaine. On ne sauvera pas ces peuples brisés par la souffrance et la misère, on ne soulagera pas la douleur du prisonnier, mais on protégera un écrivain, porte-parole de tout un peuple, et c'est juste. Mais Gabriel Garcia Marquez, c'est au-delà du symbole que nous en faisons et qu'il est, un écrivain remarquable, qui s'adresse également à nos incohérences, à nos pouvoirs plus subtils mais castrateurs d'Occident.

Oublions l'homme, l'écrivain et revenons à l'œuvre, à ses livres. Qu'est-ce que «Cent ans de Solitude»: c'est la chronique d'un village perdu là-bas, chronique d'un petit peuple métissé, c'est la solitude de l'homme Sud-Américain. C'est à travers les effluves et les couleurs locales la poésie de l'Amérique Latine. «Chronique d'une mort annoncée» met en scène la délation, l'exaction, la bestialité, la cupidité, et «L'Automne du Patriarche» dépeint un despote aux milles contradictions; mais cela n'appartient-il qu'à l'Amérique Latine? Au-delà de la couleur locale, ce sont bien des thèmes universels qui sont alors abordés. Les livres de Gabriel Garcia Marquez nous touchent, nous émeuvent et nous font rire parce qu'ils nous parlent, parce qu'on si reconnaît également. Il y a toujours eu différentes œuvres littéraires, celles qui témoignent d'un moment, d'une ambiance, mais resteront-ils, ne seront-ils pas des témoignages fanés dans quelques années?

L'œuvre de Marquez par son contexte universel abolit la langue, la culture, la frontière et va interpeller chacun de nous dans notre conscience, notre sensibilité, nos rêves.

L'œuvre de Gabriel Garcia Marquez, à lire absolument.

Claudine Scolan.

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération

QUIMPER

Tél. 90.63.33



BRULERIE DE CORNOUAILLE

Le spécialiste des cafés fins

TONGA - NOUVEAU : TROPICANA 100% Arabica
TORRÉFACTION - PLONEOUR-LANVERN - Tél. (98) 87.62.81

OVATION
LOWDEN
ARIA
GOMEZ
TAKAMINE
SEILER
SAUTER
ZIMMERMANN
MAEARI
SELMER
BUFFET
COURTOIS
COUESNON
YAMAHA



VOUS AIMEZ LA MUSIQUE ?
VENEZ NOUS VOIR

ART & MUSIQUE

2 rue Ducouëdic BREST

tel. 80-47-41

EN 1982, DANS LE «PEUPLE BRETON»

Politique

Edito: Bonne année — Charles Tillon — Meurtre en haute mer — Cozan et les requins (217, janvier). — C'est notre affaire! — Statut de la Corse — Avant le congrès U.D.B. — Militaires et le Breton (218, février). Congrès — Candidats U.D.B. aux cantonales — Exil de Pierre Mauroy — Décentralisation (219, mars). — Une dimension majeure — Résultats et analyses des cantonales — Haut-Vannetais dans ma boule de cristal — Saisie municipale — Le chahut des paras — Pointage à La Baule (220, avril). — Une double vérité — 16^e congrès U.D.B. — Surprises de l'annistie (221, mai). — Points d'ancrage — Décentraliser, si l'on veut — Table ronde à Quimper — Congrès U.D.B. (suite). — La soupe est froide (222, juin). — «Surtout ne pas créer de difficultés» — Le changement en Bretagne vu par des syndicalistes — La leçon d'une trahison — Rencontre P.C./U.D.B. (223, juillet). — La meilleure façon de marcher (224, août). — Esquisses pour une rentrée — Péripéties brestoises — Madame 25 % — Municipales: la nouvelle loi électorale (225, septembre). — De contradictions en paradoxes — Cantonales à Brest — L'U.D.B. et les municipales (226, octobre). — Pour la conjonction de deux volontés — L'U.D.B. au ministère de l'agriculture — «Accidents» à l'armée (227, novembre). — Municipales: parlons sérieusement — Fonction publique: interview d'Anicet Le Pors — Loire-Atlantique: Defferre jette le masque (228, décembre).

Économique et social

V.V. de Plovan — Boucliers de Tilly — Chantelle-Lanester — Gare de Rosporden (217). — Nucléaire et emploi — Bâtiment Morbihannais — Filière du poulet-export — Transarmor Lamballe — Amoco, quatre ans après — Plovan — Ecoles d'infirmières (218). — Nucléaire: Le Carnet — Occupation chez Meunier/Brest (219). — Où va le syndicalisme paysan? — Le cas d'un C.D.J.A. — Nucléaire: Mururoa (220). — Vingt-cinq ans d'aménagement du territoire — Le gigantisme en échec (221). Ouessant, descente à Paris — Être paysan en pays Bigouden — Affaire Abalea/Goarzin — T.G.V.: un drôle de tissage (222). Enquête au C.F.A. de Cuzon/Quimper — Dur d'être de gauche quand on est paysan — Ex. Jaouen/Combrit — Art. Déco/Brest — Centrale à charbon (223). — Ardoisières bretonnes — Programme agricole U.D.B. — Loire-Atlantique: pour 5000 emplois de plus (224). — Une rentrée difficile — Vingt-quatre heures pour un routier — Nucléaire: un référendum en Wallonie — Tourisme: les volets clos (225). Spécial Mer/1.: interview de Louis Le Penec — Réparation navale — Mae-Copex/Lorient — Soguintel/Guingamp — Table ronde A.P.P.S.B./Tilly — Plan routier breton (226). — Mae-Copex: une solution originale — Spécial Mer/2.: I.S.T.P.M., deux témoignages, Arzal, Vaudreuil-sur-Mer (227). — Aviculture: crise de croissance? (228).

Société

Vivre au Sillon de Bretagne — Ecole à Plourin (217). — Enquête à Guerlesquin: Tilly-Ville — La réaction du «Canard de Nantes à Brest» à «Bretagne-Actuelle» (218). — Dossiers: quelles radios pour la Bretagne? — Sport: le Bro-Gozh des rouges (219). — Nucléaire: enquête au Carnet (220). — Breton: licence et CAPES — Des Bretons de toutes les couleurs (221). — Rasle-bol de Diwan — A.P.P.S.B.: classes de rivières — B.D.: suggestions pour un uniforme (222). — Enquête: santé et sécurité en Basse-Loire. — Portrait d'une busarde — Diwan à Quimper — Interview de René Abjean/R.B.O. (223). — Petite enfance au pays vannetais — Recensement 82 — Petit lexique sur la question bretonne (224). — Plus Savary, plus c'est pareil — R.B.O.: la bonne oreille — Media: «Frilouz» (225). — Breton: le pied dans l'encoignure — Diwan — Langue bretonne: la malade se porte bien (226). — Media: tour d'horizon — Une chaîne T.V. pour le Pays de Galles — Diwan: bilan pour un appel — Vos papiers, et le reste, S.V.P.! (227). — Enquête au Centre-Bretagne: la carte cachée de l'uranium — Signalisation bilingue — Le Breton, quel luxe! Course du Rhum: le doigt de Florence (228).

Culture

Xavier Grall — B.D.: La Cave, Moulin à Stronk, Superbigou (217). — Bibliothèque celtique — Yann Paranthoën et la Bretagne (218). — Rennes naguère — Indicateur pour l'I.&V. — S.A.E. sur le terrain — Cinéma

d'Atalante (219). — Fin de polémique: Bonsoir... — Assises du cinéma breton — Chants de marin (220). — Gouel ar Brezhoneg 82 — Buddy Longway en breton (221). — Spontus Circus — Goémions et menhirs — A propos de «Breizh Hiziv» — Michel Nicolas: histoire du mouvement breton — Sten Kidna (222). — Le français tel qu'on le parle — Roland Becker — Festival de Lorient — Poème du pays qui a faim (223). — En gallo, sur le gallo — Tombées de la nuit — B.D.: la vedette (224). — Le F.A.T. de Rennes à Paris. Centre européen de L'Langollen — Toiles cousues (225). — Sellit et les îles bretonnes — Cinéma: Douarnenez 82 (226). — Cherchez la culture. Fêtes du Peuple Breton: toutes les photos — Collectage: interview de Donatien Laurent — Cinéma: «Yol» — Chanson: Botrel (227). — La Bretagne de sept livres — Disques: Milladoiro — Cinéma: «La fille offerte» — Deux disparitions: Fañch Vidament, Yves Person (228).

International

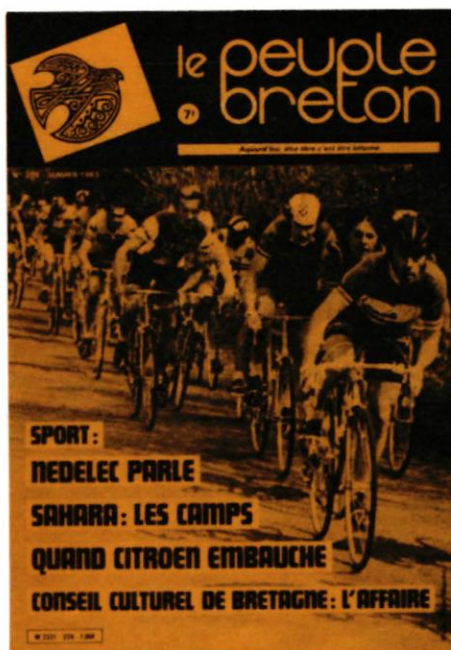
Pologne (217). — Sables mouvants — Solidarité Bretagne-Pologne — Iran (218). — Dossier Irlande, 3^e partie (219). — La 2^e question jurassienne — Peuple du monde: Euskadi, Guadeloupe, Irlande (220). — Dossier Pologne — Peuples du monde: expo à Vannes, Chili, Nicaragua (221). — dossier Euskadi Nord, 1^e partie — Tahiti (222). — Israël: terrorisme d'Etat — Peuple du monde: Panama, Brésil, Turquie (223). — Dossier Euskadi Nord, 2^e partie — Turquie: peines de morts à la chaîne — Peuples du monde: Timor, Guatemala (224). Corse: au soir du 8 août (225). — Pologne: le «pat» du jeu d'échecs — Liban: Sabra et Chatila (226). — Reportage: Sahara occidental, 1^{er} volet (228).

Un jour avec...

Youenn Gwernig: notes pour les aventures d'un homme ordinaire (janvier). — Félix et Nicole Le Garrec: cinéastes en Bretagne (février). — René Richard et l'A.R.-C.O.B. (mars). — Le C.A.T. du Roc: insertion au quotidien (avril). — Trois conservateurs au musée de Bretagne (mai). — Patrick Ewen: le grand diable aux mille contes (juin). — Le conservatoire de Lorient (juillet). — Tri Yann: 7000 bornes pour une galère (août). La tournée des Abers à Pont l'Abbé (septembre). — Stagiaires en préparation à la vie professionnelle (octobre). Un collecteur de chants traditionnels (novembre). — Jean-Yves Monnat et la S.E.P.N.B. (décembre).

Bandes dessinées: Stéphan (217, 220, 227). — Laor'z (218, 221, 228). — Monfort (219, 225). — Morvan (223) — Mellouët (224, 226).

* Sans oublier nos rubriques: Chiche? — P.B. Service — Le courrier des lecteurs.



pb.service

Parution assurée des annonces de fêtes, spectacles, stages et offres d'emploi, si elles parviennent au journal avant le 15 du mois précédant la parution.

• Au C.N.C.C.:

Les 14 et 16, Bal breton (St-Julien de Concelles); le 22, concert Roland Becker, Frébaudière, Orvault; fin janvier, «Trois semaines pour convaincre». Semaine sur la presse et les médias (Rens. au 40/47.17.86).

• Fest-noz:

Le 8 à Baud, fest-noz avec Diaoul ar Menez et Dastumerion ar Ch'reisteiz (org. UDB).

• Fête à Orvault:

Le 5 (fév.) salle de la Frébaudière, fête de l'UDB dans le cadre de la campagne pour les municipales au sein de l'union de la gauche. Démarrage à 20 heures; spectacle avec artistes du pays nantais et présentation du programme de l'UDLG et des candidats UDB.

• A l'OFAC:

A l'office fougereais d'action culturelle, «Espacel III» à Fougères; le 15, concert Patrick Abrial; le 29, récital Claude Bolling et le Shaw Biz-Band.

• Roland Becker:

Le musicien Roland Becker et son groupe se produiront à la Salle de la Frébaudière, Orvault, le 22 à 21 h. Entre jazz et tradition celtique...

• Au C.A.C.:

Au Centre d'Action Culturelle de St-Brieuc: le 12, jazz, «Bidon K» Percussions; le 15, variétés, les Etoiles; les 22, 23 et 25, théâtre, «le voyage à Paimpol»; le 29, concert Serge Reggiani; le 30, musique, ensemble Josquin des Prés; jusqu'au 16, «16 poètes pour une zone à aménager poétiquement».

• M.J.C. Douarnenez:

En janvier, Cinéma, rétrospective de films du 5^e festival du cin. des min. nationales. Le 5, «Remorques» au club; le 7, «Na Apet» (id.); le 8, «Djamilia»; le 9, «Le bateau blanc»; «Ne sois pas triste»; les 11 et 12, «Les Misérables»; les 14 et 15, chansons avec France Lea (M.J.C.).

• Kan ar Bobl:

Kan ar Bobl e Paris, Chants et musiques du peuple breton, le 30 à partir de 20 h, à Ti ar Vretoned, 22, rue Delambre, Paris XIV^e (org. Comité de soutien Evit Skoliou Diwan; Rens. Yves Quéré, 13, av. Martin Luther King, 78230 Le Pecq).

• Expositions:

— Au C.A.C. de St-Brieuc, du 21 janv. au 27 fév. «1983, travaux d'artistes en Bretagne»; du 15 janv. au 13 fév. «Les mains regardent» en collaboration avec le centre G. Pompidou; du 5 au 30 janv. Philippe Argoud, illustrateur.

— A la M.J.C. du Grand Cordel, rue Mira-beau, à Rennes, en janv.: Daniel Renault, peintures.

— L'association, «C'est rien de le dire» présente au 4 bis, rue de la Motte Picquet à Rennes l'expo. du 7 au 29 janvier: «Douveur de l'avant-garde» (rens. au 99/31.95.62 ou 1/539.66.81).

— A la M.C. de Rennes, du 7 janv. au 13 fév. «Ars-Machina II». Info, photo et reprographismes, tendances de l'art vidéo (U.S.A., Espagne, France).

• Stages:

— Du 24 au 28, Expression corporelle (Kersonard, 29120 Plonéour-Lanvern, tél. 98/87.68.78 ou 87.32.49).

— Les 22 et 23, Harpe celtique, Violon trad. Breton, art graphique celtique, Théâtralisation des contes; les 15 et 16, reliure ainsi que bal breton et journée accordéon diatonique (Ti Kendal'h, St-Vincent-sur-Oust, 56350 Allaire. Tél. 99/91.28.55).

— «Son» du 10 au 14 janv.: identification des caractéristiques des éléments d'une chaîne, son, prise de son, reportage, studio, montage, mixage, création sonore; «Prise de vue», initiation avec unités mobiles, du 27 au 29 janv.; «Photo initiation» du 7 au 11 fév.: initiation prise de vue, développement, tirage en vue d'une mini-exposition (rens. et insc.: Atelier de Création Audio-Visuelle, St-Cadou, 29237 Sizun. Tél. 98/68.82.39).

— Fédération de Gouren, FALSAB, stages de moniteurs de lutte bretonne, le 23 fév. à Huelgoat, le 20 fév. à Quimper et d'arbitres, les 9 janv., 6 fév. et 6 mars (rens. au 98/92.18.18). A signaler la sortie d'un livre: «Prises de base de la lutte bretonne» (30 F. chez A. Lagadec, Logis Breton, Bât. A.2., 29210 Morlaix).

• Ski:

— L'A.D. des A.J. des Côtes-du-Nord org. des séjours en auberge de jeunesse dans les Alpes. Restent des places en mars. Rens. et insc.: M.M. Desmeulles, «Coat Meur», Ploubezre, 22300 Lannion. Tél. 96/37.68.59.

• Petite annonce:

Les personnes intéressées par la création d'une structure spécifiquement bretonne au réseau de solidarité technique et financière de l'économie dite alternative peuvent prendre contact avec Paol Le Meur, 116, av. de l'Ecole Navale, 29200 Brest.

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

B.P. 304
29273 BREST CEDEX

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐ un réabonnement ☐
 - ordinaire : 70 F (1)
 - de soutien à partir de : 90 F (1)
 - étranger : 85 F (1)
 - étranger par avion : 105 F (1) à partir du N° inclus

- Ci-joint le règlement par
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH

en langue bretonne

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐ un réabonnement ☐
 - ordinaire : 50 F (1)
 - de soutien à partir de : 60 F (1)
 - étranger : 60 F (1)
 - étranger par avion : 75 F (1) à partir du N° inclus

- Ci-joint le règlement par
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

(1) Rayer la mention inutile



Escaliers - Portes - Fenêtres

BREIZH-MENUISERIE

YANN GUEGUEN

Plomelin - 29000 KEMPER - Tél. 55.11.42



SNACK-BAR

Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR

RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert JOUR et NUIT

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

BAR - CRÊPERIE

"CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN

Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE



FER - MER - ROUTE

Camions capitonnés Matériels spécialisés

25, rue Evariste-Galois

29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52

LE MANHATTAN

BAR

26, Rue de l'Harteloire - BREST

Téléphone : 44.24.22

Ouverture 18 heures

Fermé le Dimanche

Industriels, Commerçants, Artisans,

Clubs sportifs, Associations....

UN BESOIN EN SÉRIGRAPHIE FLOCAGE



M.C. CREATIONS

Le Fayy BOUEFHO 92170 CHATELAUDREN
- (96) 74 14 35

autocollants pare-soleil panneaux tee-shirts sacs de plage maillots foot fanions etc.
Present à la Foire de St Brieuc Parc de Brezillet (du 11 au 19 sept)

coupon réponse:

Nom: Adresse:

Tél:

je désire: DOCUMENTATION ☐
VISITE REPRÉSENTANT ☐

**Bertrand
CASTERET**



AGENT GÉNÉRAL

5, rue de la Halle-aux-Blés
35400 SAINT-MALO

Tél. : (99) 40.81.74

Ets LUCAS

Bières - Fuel

Tél. 93.12.84 CARHAIX

« Kronembourg »

Dépôt Exclusif Agréé

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

CRÊPERIE ty-BREIZ

ses spécialités. krampouz ha jistr-mañ

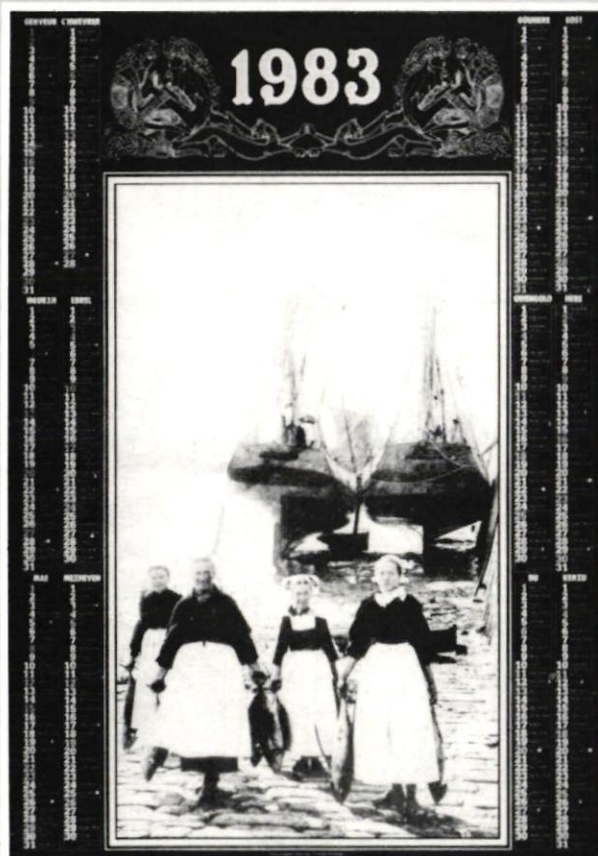
15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

Lannion

LE CALENDRIER 83

DES PRÉNOMS BRETONS EST ENCORE EN VENTE !



Tout en breton
Un superbe calendrier
poster (52 x 74 cm)
30 F, franco, à :
U.D.B., B.P. 304
29273 Brest Cédex

LE CAFÉ DES MOUETTES

Numéro un en BIERES-WHISKIES

Port de Commerce

29200 BREST

Tél. : 44.33.21



Ets LUCAS

Bières - Fuel

Tél. 93.12.84 CARHAIX

« Kronembourg »

Dépôt Exclusif Agréé

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Même si vous ne savez

qu'un peu le breton...

**LISEZ AUSSI
POBL VREIZH**

